LE COURRIER ROUMAIN

Le premier Journal publié dans le pays roumain, le 8 Avril 1829, par J. HELIADE-RADULESCO

PUBLICATION - NOUVELLE SERIE - QUI PARAIT DEUX FOIS PAR MOIS EN LANGUES FRANÇAISE ANGLAISE ET ROUMAINE

DIRECTEUR : **Constantin ARSENE**
Président du « CENTRE SYNDICAL des JOURNALISTES et PUBLICISTES ROUMAINS DEMOCRATES REFUGIES ».

ABONNEMENTS
FRANCE : 3.000 Frs par an - **1.500** Frs pour 6 mois
1.000 Frs pour 3 mois
TOUS LES AUTRES PAYS : 10 Dollars par an
5 Dollars pour 6 mois

ADRESSE POUR CORRESPONDANCE :
Constantin ARSENE
6, Rue Troyon - PARIS-17e
Téléphone : GAL. 31-26 C. C. Postal 10361 07
Dépôt légal : N° 17.288/1953 - RONEOTYPE

INSTITUTUL ROMÂN DE ISTORIE RECENTĂ
I.R.I.R.

SOMMAIRE

page

- LA NECESSITE D'UN PRINCIPE DE LEGITIMITE par PAMFIL SEICARU 1
- UN "LIVRE BLANC" sur la terreur dans la zone sovietique et "LE CHEMIN DE PRAGUE 3
- "Les Hommes Nouveaux" des colonies soviétiques 4
- ALMANACHUL PRIBEGILOR ROMANI 10
- U.N.O., H.Q., IN BERLIN ? by I.G. Mugur . . 11
- 17 ANI DELA CAPITULARE de PAMFIL SEICARU . . 13
- 23 AUGUST 1961 de VORNICUL BILA 38
- STIRI DIN EXIL 40

N° 207-208

9-ème ANNEE

16 SEPTEMBRE
1-er OCTOBRE 1961

LA NÉCESSITÉ D'UN PRINCIPE DE LÉGITIMITÉ

par PAMFIL SEICARU

Le résultat de la conférence des soi-disant "non engagés" a été celui auquel nous devions nous attendre, puisque nous connaissions les inclinaisons idéologiques des participants. Il se peut que des naïfs aient pu croire que Tito prendrait une attitude contraire aux intérêts de la Russie, en se basant sur le fait que le régime communiste yougoslave bénéficie de la générosité de l'Occident pour sauver son économie. Pareil raisonnement ne pouvait être que faux, puisque dans toutes circonstances, même à l'époque où la tension entre Belgrad et Moscou avait atteint le plus haut degré, Tito a soutenu devant l'O.N.U., sans réserves, les thèses soviétiques, sans que cela ait empêché les Etats-Unis, l'Angleterre et la France d'aider pécuniairement l'économie communiste yougoslave en faillite.

La conférence des "non-engagés" a rendu un grand service à la Russie. Le journal "Le Monde" lui-même, qui n'a cessé de témoigner son amitié à l'égard de Tito, s'est vu obligé de faire cette remarque : "A propos de l'ex-capitale du Reich, le maréchal Tito a été très proche de la position soviétique". Rien de plus logique, puisque cette conférence a été convoquée précisément pour servir la Russie au moment où elle se trouvait dans une impasse. Une indication qu'une entente préalable existait entre Belgrade et Moscou réside dans le fait que cette conférence comptait parmi ses participants une grande majorité d'Etats bénéficiaires récents du principe d'auto-détermination et que pourtant ce principe n'a fait l'objet d'aucun débat, dans le seul but de ne pas contredire les intérêts de la Russie. Le seul délégué qui ait eu une attitude indépendante, l'archevêque Makarios, représentant de Chypre , a mis l'accent sur le droit à l'auto-détermination, en soulignant que la population de Berlin ne devait pas être enfermée dans une sorte de camp de concentration. Cependant son intervention, isolée du reste, se limita au problème allemand, laissant supposer qu'il considérait les autres régimes communistes instaurés par les troupes russes d'occupation, comme étant l'affirmation de la légitimité résultant de l'application du principe de l'auto-détermination. Or, l'archevêque Makarios s'avérait être le plus qualifié pour faire le procès de cette politique qui tente à escamoter l'application en pleine liberté de ce principe dans les soi-disant républiques populaires , qui ne sont ni républiques, ni populaires, mais de simples colonies russes, administrées par des hommes au service de Moscou.

Le représentant de Chypre a mené pendant des années, la lute pour obtenir l'indépendance de son pays et du fait qu'il appartenait à la nation grecque il était le plus qualifié pour rappeler aux autres participants à cette conférence que depuis 1821 les Grecs, de même que les autres peuples des Balkans, ont lutté pour que leur fut reconnu le droit à la libre auto-détermination, qu'ils ont conquis en 1919.

La situation actuelle ressemble étrangement à celle de 1814, après l'effondrement de Napoleon Bonaparte, lorsque l'Europe n'était qu'un vrai chaos. Il fallait sortir de ce chaos, de ce désordre dans lequel la Révolution et Napoleon avaient plongé l'Europe. Ce fut la mission du Congrès de Vienne. Le représentant de la France vaincue, responsable du désordre qui régnait sur le continent, Talleyrand, fit preuve tout de suite de la plus haute autorité. C'est ainsi qu'il sut imposer une vérité d'une valeur politique incontestable, à savoir : qu'il

est impossible de comprendre et de dominer la réalité mobile de l'histoire qu'en la ramenant à des principes fixes. En parlant de la situation européenne, Talleyrand fit cette remarque : "L'Europe est un système d'Etats qui ont besoin de vivre entre eux dans un certain rapport d'équilibre. L'équilibre entre ces êtres vivants ne peut être imposé du dehors par la force d'un Etat ou d'un groupe d'Etats plus puissants, selon leur volonté arbitraire ; il doit répondre aux nécessités vitales de tous les Etats...Un système d'Etats comme l'Europe, ne peut vivre en paix que si le système est régi par des principes respectés par les plus puissants, même quand ils pourraient les violer avec un avantage immédiat".

En 1814 Talleyrand soutenait, devant les congressistes de Vienne, que pour organiser l'Europe, le principe de légitimité était le principe monarchique et, en respectant ce principe, la paix fut conclue. L'effondrement du système monarchique européen en 1918-1919 a imposé un nouveau principe de légitimité, celui de la libre auto-détermination des peuples. A Versailles l'Europe a été refondue d'après les principes instaurés par le nouveau contenu du concept de légitimité. Ce principe, c'est-à-dire la libre auto-détermination, fut valable aussi en 1945 après l'effondrement de l'Allemagne et il se trouve inscrit dans la Charte des Nations Unies comme étant le principe directeur dans le nouveau cadre du monde.

Ce principe de légitimité est invoqué par la Russie lorsqu'il s'agit de l'Asie ou de l'Afrique ; c'est au nom du principe de légitimité - la libre auto-détermination - que Moscou mène sa campagne contre le colonialisme. Or, il ne semble pas valable pour l'Estonie, la Létonie, la Lithuanie, la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie, la Hongrie et l'Albanie, et nous pourrions ajouter aussi la Géorgie et tous les peuples non-russes qui font partie de l'Union soviétique.

Le fait que la Russie foule aux pieds le principe de légitimité de la libre auto-détermination et le remplace par le principe de la force, en cherchant à semer la peur avec la guerre atomique, ne surprend point. Elle en a été encouragée constamment, depuis 1944 à nos jours, par la passivité des Etats-Unis et de l'Angleterre. Lorsque les sept pays satellites furent acceptés membre de l'O.N.U. les grandes puissances démocratiques savaient fort bien que les gouvernements de ces pays ne reposaient pas sur la légitimité résultant du principe de l'auto-détermination. En acceptant successivement les mutilations de ce principe, on en est arrivé fatalement à l'impasse de Berlin.

Si au moins les grandes puissances démocratiques essayaient de rétablir ce principe de légitimité en exigeant de la Russie, avant toute conférence, le respect de ce principe inscrit dans la Charte des Nations Unies ! Il ne faut pas perdre de vue qu'aussi longtemps que l'opinion publique occidentale et tous les gouvernements démocratiques n'auront pas le courage de demander fermement le rétablissement de ce principe, que la Russie conteste pour l'Europe, et par suite de rendre la souveraineté aux colonies russes, la réputation des grandes démocraties sera taché pour toujours. Les principes ne sont pas sujets à transaction ; la conséquence de l'esprit mercantil c'est l'actuel problème de berlin !

PAMFIL SEICARU

UN "LIVRE BLANC"

SUR LA TERREUR DANS LA ZONE SOVIETIQUE

Le gouvernement fédéral allemand a publié un livre blanc sur l'exode des réfugiés de la zone soviétique et sur les mesures de verrouillage de Berlin-Est prises par le régime de Pankow le 13 Août. Ce livre a été transmis aux missions diplomatiques allemandes à l'étranger. M. Ernst Lemmer, ministre fédéral des Réfugiés, a précisé devant la presse que le livre blanc doit faire connaître à l'opinion les mesures de terreur appliquées dans la zone soviétique.

Le ministre a fait ressortir que le document officiel se borne à présenter de façon objective et sans emphase des faits établis et des documents authentiques. Une seconde publication suivra plus tard et racontera surtout par l'image "ce qu'il n'est pas possible de dire avec des mots".

M. Lemmer a cité plusieurs exemples pour montrer à quel point les actes arbitraires du 13 Août ont profondément empiété sur la vie des familles berlinoises. Il a souligné notamment que le nombre des suicides a augmenté de façon inquiétante à Berlin-Est : ses Services ont eu connaissance de 30 cas ces derniers temps, en dix jours, dans le seul district ee Lichtenberg.

Le ministre a laissé entendre que le gouvernement fédéral étudie actuellement avec ses alliés les dispositions à prendre en vue d'alléger la misère des habitants de Berlin-Est et de la zone soviétique. M. Lemmer a déclaré notamment : "Ce serait déjà une amélioration considérable de la situation si, à l'exemple de ce qui s'est passé en Pologne, au moins les parents et les enfants ou les époux avaient le choix d'opter pour l'une ou l'autre partie de l'Allemagne". Il a précisé qu'à l'heure actuelle seuls les enfants de moins de six ans, séparés de leurs parents par les événements du 13 août alors qu'ils se trouvaient en vacances, étaient échanges par-dessus le "mur de la honte" qui sépare Berlin. Il a ajouté qu'Ulbricht s'est opposé à la réunion des autres membres d'une même famille.

Sous le titre "LE CHEMIN DE PRAGUE" le journal "AUX ECOUTES" du 25 Août dernier, publié l'information suivante que nous reproduisons intégralement :

"La C.I.M.A.D.E. est une association philantropique présidée par le Pasteur Boegner. Sous son égide, le mois dernier, une centaine de Portugais de l'Angola, hostiles au gouvernement de leur pays, sont arrivés en France munis d'une autorisation d'entrée en bonne forme établie par les autorités françaises.

"Ces Portugais, autorisés à transiter par la France pour se rendre en Suisse, étaient porteurs d'un papier signé par le Pasteur Boegner attestant que la C.I.M.A.D.E. s'engageait à subvenir à leurs besoins pendant leur séjour dans notre pays.

"On vient d'apprendre que la destination réelle de ces voyageurs n'était pas la Suisse, mais la Tchécoslovaquie. A l'heure actuelle ils sont à Prague. Après avoir suivi des cours spécialisés, ils retourneront en Afrique en qualité d'agitateurs pro-soviétiques".

"LES HOMMES NOUVEAUX" DES COLONIES SOVIETIQUES

Comment sont traités leurs malheureux habitants.

Il est notoire qu'aussi bien en Russie soviétique, source de tous les conflits mondiaux, qui les attise et en bénéficie, que dans les colonies soviétiques, telles que la Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Albanie, Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est, etc., les choses ne vont pas bien du tout.

Les Occidentaux, qui se plaignent souvent pour des petits riens, pourront, en lisant ce qui suit, se rendre compte à quel point la vie des populations des pays occupés par les Russes est arriérée et les affirmations des dirigeants communistes - maudits par les millions d'hommes qu'ils tiennent sous leurs joug - sont fausses, lorsqu'ils parlent de "liberté", "bonne vie", "paix" et autres, mots qui ont un sens pour les Occidentaux mais qui sont complètement faussés par les communistes. En effet, ces expressions ont pour eux un sens spécial, contraire à celui qui nous est donné par le Larousse ou le Littré.

Voici un fait banal qui se répète à l'infini dans les pays soumis par les Russes et administrés par les communistes. Ce fait peut paraître absurde à un Occidental qui pourrait croire même qu'il a été inventé. Pourtant les textes ci-dessous ont été tirés du journal "Informaţia Bucureştiului", feuille communiste écrite avec les "pieds" (pour les non initiés nous spécifierons que cette expression se réfère aux rédacteurs et à leurs chefs, de simples ignorants mais pleins de prétentions N.R.) qui a paru à Bucarest au mois de Mai dernier à Bucarëst.

"OAMENII NOI" DIN COLONIILE SOVIETICE

Cum sunt trataţi nefericiţii locuitori de acolo.

Precum se ştie, atât în Rusia sovietică sursa tuturor conflictelor mondiale, aţâţătoarea lor şi beneficiara acestor conflicte, cât şi în coloniile sovietice precum : Romîni, Bulgaria, Ungaria, Polonia, Albania, Cehoslovacia, Germania de Est, etc., lucrurile nu merg deloc bine.

Locuitorii din Occident ce se plâng adesea pentru lucruri de nimic, cetind cele ce urmează îşi vor da seama cât de înapoiată este viaţa oamenilor din ţările ocupate de Ruşi şi cât de mincinoase sunt toate afirmaţiile conducătorilor comunişti, pe care îi blestemă milioanele de oameni ce se află sub jugul lor, afirmaţii ce se referă la promisiunile legate de "libertate", "viaţă bună", "pace", şi altele de acelaş gen, toate cuvinte pline de înţeles pentru Occidentali, dar complect răstălmăcite de către comunişti. Intr'adevăr, pentru ei, cuvintele mai sus citate au un sens special şi contrariu celui stabilit în Larousse sau în Littré.

Iată una din acele întâmplări banale ce se repetă la infinit în ţările subjugate de Ruşi şi administrate de comunişti. Pentru un occidental, faptul pare atât de absurd încât îl crede inventat. Totuşi textele de mai jos au fost scoase din ziarul "Informaţia Bucureştiului", foaie comunistă scrisă cu "picioarele" (pentru cei noiniţiaţi notăm că expresia se referă la redactorii şi şefii lor, toţi ignoranţi şi pe deasupra plini de pretenţii. N.R.), din luna Mai a anului în curs, ziar ce apare la Bucureşti.

"Certains travaillent encore ainsi".

"Pour un bon technicien disposant de moyens modernes, la réparation d'un appareil de radii ne constitue plus un problème. Il peut trouver de suite la raison pour laquelle l'appareil ne fonctionne pas bien, la pièce qui doit être rem-

"Mai lucrează unii şi aşa".

"Pentru un tehnician bun, care are la dispoziţie mijloace moderne, repararea unui aparat de radio nu mai constitue o problemă. El poate să spună imediat de ce un aparat nu funcţionează bine, ce piesă trebuie înlocuită, etc. Cu toate acestea, u-

placée, etc. Malgré cela, certains ouvriers du centre nr. 28 "Radio Progrès" de l'av. Dudeşti nr 34, rayon Tudor Vladimirescu, ne se souviennent plus de la technique ni même du respect qu'ils doivent au citoyen. Voici un exemple :

"Mr V. Mircea de la rue Poet Cerna nr. 15, rayon Tud. Vladimirescu, s'est présenté au sus-dit centre avec un appareil de radio défectueux.

Le responsable de l'unité a gardé l'appareil et l'a invité à repasser le lendemain :

- Nous le vérifierons et vous dirons le prix.

- Très correct, a pensé le camarade Mircea.

Le lendemain dans le même magasin :

-Oui. Nous l'avons vérifié. Cela vous coûtera 240 lei.

- Ca ne me convient pas. Je préfère le reprendre.

-Dans ce cas, laissez-le nous, pour une nouvelle vérification.

Et l'appareil a été re-vérifié. Ajourné d'un jour sur l'autre, ce n'est que 15 jours après que le nouveau prix a été donné : 158 lei.

D'accord, le client a laissé l'appareil pour réparation. Une semaine plus tard il était prêt. En payant une surprise : on ne lui a réclamé que 98 lei au lieu de 158.

- Vous savez - lui dit le responsable du centre, nous avons constaté que les pièces de rechange et la main d'oeuvre n'ont coûté que 98 lei.

2 jours après, l'appareil était en panne. Rapporté au centre, le responsable ne voulait pas le recevoir. Après de multiples insistances, il s'est laissé convaincre. Vérifié encore pendant 2 jours, l'appareil a été livré avec l'assurance que la réparation avait été bien faite. Au bout de 8 jours, l'appareil était encore une fois muet.

Les faits ci-dessus se passent de commentaires; ils parlent d'eux-mêmes. Il s'agit du responsable d'une unité au service des citoyens qui ne se considère nullement responsable du travail qu'il doit accomplir. Il devrait pourtant l'être !".

nii , unii lucrători dela centrul nr. 28 "Radio Progres" din calea Dudeşti nr. 34 raionul Tudor Vladimirescu, au uitat de tehnică, dar şi de respectul faţă de cetăţean. Iată un exemplu.

"V. Mircea din str. Poet Cerna nr. 15, raionul Tudor Vladimirescu, s-a prezentat la centrul sus amintit cu un aparat de radio defect.

Responsabilul unităţii a reţinut aparatul şi l-a invitat să treacă a doua zi.

- Il verificăm şi apoi vă spunem cît costă.

Nici că se poate mai corect, s-a gândit tov. Mircea.

A doua zi la acelaş magazin :

--Da. L-am verificat. Vă costă 240 lei.

- Nu-mi convine, Mai bine îl iau acasă.

- Atunci lăsaţi-l să-l mai verificăm odată.

Si aparatul a intrat din nou la verificare. Amînat de p o zi pe alta, abia după două săptămâni a fost aflat noul preţ : 158 lei.

Fiind de acord, clientul a lăsat aparatul pentru reparaţie. Peste încă o săptămână a fost gata. La plată o surpriză. I s-au cerut numai 98 de lei în loc de 158 de lei.

- Ştiţi, i-a spus responsabilul centrului, s-a constatat că piesele înlocuite şi manopera au costat numai 98 lei.

După două zile aparatul n-a mai funcţionat. Adus din nou la unitate, responsabilul n-a mai vrut să-l primească înapoi. După multe insistenţe însă s'a înduplecat. L-a mai verificat două zile, după care a fost eliberat cu asigurarea că, însfîrşit, reparaţia a fost făcută bine. După încă o săptămână, aparatul a rămas din nou mut.

Faptele de mai sus nu cer mari comentarii. Ele vorbesc dela sine. Este vorba de un responsabil al unei unităţi de deservire a cetăţenilor care nu simte prea multă responsabilitate pentru lucrul pe care-l face. Si ar trebui să simtă !"

***

Voici une autre aventure amusante. Fifurez-vous que dans les colonies soviétiques ci-dessus citées il existe des esclaves qui se souviennent encore de ce que chez nous on nomme "une parole d'honneur". Toutefois cette formule revêt des ces colonies un tout autre aspect qu'en Occident. Voici l'aventure telle qu'elle s'est produite et qui se multiplie là-bas sur les différents plans de vie, au grand mécontentement de ceux qui doivent subir le joug moscovite et le genre de vie communiste.

"Parole d'honneur..."

"S'inspirant du proverbe bien connu qui vous conseille de préparer la charrette pendant l'hiver et le traîneau l'été, le citoyen Victor B. a commandé bien des mois avant un pardessus au centre nr 32 de la coopérative "L'essor du vêtement". L'homme s'est dit : "D'ici le printemps, il sera prêt!". Ce dont le responsable de l'unité, I. Cosma, l'a assuré d'office.

- Dans 15 jours il sera prêt. Vous avez ma parole d'honneur !

Devant de tels arguments, notre citoyen est parti content.

Les 15 jours en question se sont cependant écoulés et le pardessus n'était pas prêt. Après quelques excuses, le responsable a assuré de nouveau son client:

- Revenez dans 8 jours et je vous donne ma parole qu'il sera prêt.

Enfin, après d'autres "paroles d'honneur", le pardessus fut prêt à l'essayage. Devant la glace, le client remarque toutefois une série de défauts que le responsable ne conteste pas.

- Soyez sans crainte, on les réparera. Dans quelques jours il sera prêt. Vous avez ma parole...

Les jours ont passé. Le printemps est arrivé et le pardessus n'était toujours pas prêt. Par contre, le client est devenu un habitué de l'unité. L'essayage du pardessus eut lieu même deux fois par jour. Jusqu'ici le citoyen l'a essayé une vingtaine de fois. Malgré les "paroles d'honneur" du responsable, il n'est pas encore prêt. Bien mieux, après tant d'essayages on lui donna même un"conseil", puisque le printemps était déjà loin.

-Vendez-le, camarade ! Parole d'honneur je vous donne là un bon conseil !

O altă întâmplare ce are hazul ei. Închipuiţi-vă că şi în coloniile sovietice mai sus citate mai există sclavi ce nu au uitat despre ceeace la noi se numeşte "cuvânt de onoare". Numai că utilizarea acestei formule are în coloniile sovietice alt aspect decât acel obişnuit în Occident. Iată povestea aşa cum s'a întâmplat şi care, acolo, se reproduce în planuri diferite de viaţă spre marea nemulţumire a oamenilor ce trebuie să suporte jugul moscovit şi felul de viaţă comunist.

"Pe cuvânt de onoare..."

Pornind de la un proverb cunoscut care te sfătuieşte să-ţi faci iarna car şi vara sanie, cetăţeanul Victor B. şi-a comandat cu mai multe luni în urmă un pardesiu la centrul nr. 32 al cooperativei "Avîntul îmbrăcămintei". Ce şi-a zis omul : "Până în primăvară o să fie gata!". Responsabilul unităţii, I. Cosma, i-a dat de la început toate asigurările .

-In două săptămâni e gata. Aveţi cuvântul meu de onoare !

In faţa unor asemenea argumente, cetăţeanul a părăsit unitatea mulţumit.

S-au scurs însă cele două săptămâni şi pardesiul n'a fost gata. După rostirea cîtorva scuze, responsabilul şi-a asigurat din nou clientul :

-Veniţi peste o săptămână şi aveţi cuvîntul meu că va fi gata.

In sfîrşit, după alte "cuvinte de onoare" iată pardesiul gata de probă. In faţa oglinzii, clientul remarcă însă o serie de defecte. Responsabilul nu le contestă.

-N'aveţi grijă, se repară. In cîteva zile e gata. Aveţi cuvîntul meu...

Zilele au început să se scurgă. A venit şi primăvara, iar pardesiul nu a fost terminat. In schimb, clientul a devenit un obişnuit al unităţii. Probele pardesiului s'au ţinut uneori şi de două ori pe zi. Pînă acum cetăţeanul l-a probat de vreo 20 de ori. Cu toate "cuvintele de onoare" ale responsabilului însă nu e gata nici astăzi. Ba, după atîtea încercări, i s'a dat clientului şi un "sfat". Primăvara tot a trecut.

-Vinde-l tovarăşe ! Pe cuvîntul meu de onoare că te învăţ de bine.

***

Ce qui suit, concerne plutôt "L'Homme nouveau", transformé ou créé par les communistes, comme l'ont affirmé Staline, "K". ct autres grands de la Russie, comme l' ont répété d'autres perroquets d'obédience communiste tels que Gheorghiu-Dej, Enver Hodja, Gomulka, etc.

Nos lecteurs pourront admirer l'habilité et le naturel avec lesquels les "hommes nouveaux" des colonies soviétiques jonglent avec la morale. En Russie soviétique, "notre grande alliée et protectrice" comme les esclaves des colonies sont obligés de la nommer - "l'homme nouveau" ne se contente pas de petites sommes. Là-bas, le "pot-de-vin" a été élevé au rang de dogme, obligeant les dirigeants actuels d'édicter de nouvelles lois drastiques ou de renforcer les lois existantes. (A ce sujet, l'article paru dans notre dernière revue N° 205-206 sous le titre "Lettre de Suisse" signé Don José, donne tous détails sur ces délits NR)

L'aventure ci-dessus a trait à l'approvisionnement en bois. Les malheureux habitants des colonies soviétiques qui ne logent pas dans des immeubles chauffés au gaz méthane, sont obligés, en plus de tant d'autres souffrances, de se procurer du bois de chauffage, combustible qui s'obtient difficilement et en quantités réduites. Si bien que ces citoyens -ils sont plus de 90 % de la population - essayent toutes espèces de combinaisons pour atteindre leur but. Cependant l'attitude de ceux qui ont pour tâche de servir la populations dans les dépôts d'Etat - il n'en existe plus d'autres - nous prouve ce qu'est cet "homme nouveau" et à quel point ces "hommes nouveaux" sont mal rétribués. Pour pouvoir résister, ils n'hésitent pas à se manifester tels qy'ils sont décrits ci-dessous quoique, officiellement, le "pourboire" ne soit pas admis.

"Vous pouvez partir tranquilles, nous vous livrerons le bois chez vous".

"A un moment donné, la I.C.L."Le Combustible" a pris une décision pratique pour les citoyens : ceux qui désiraient acheter du bois aux dépôts de la sus-dite

Cele ce urmează acum privesc mai mult problema "Omului nou" transformat sau creat de către comuniști, așa precum au afirmat Stalin, Hrușciov și alte măriri rusești, așa precum au repetat alți papagali de obedientă comunistă, așa precum Gheorghiu-Dej, Enver Hogea, Gomulka, etc.

Cetitorii vor putea admira cu câtă abilitate și naturalețe "oamenii noi" din coloniile sovietice jonglează cu morala. In Rusia sovietică, "marea noastră aliată și protectoare" - cum sunt nevoiți s'o denumească sclavii din colonii, "omul nou" nu se mulțumește cu sume atât de infime. Acolo "sperțul" a fost ridicat la rang de dogmă, ceeace a determinat actuala stăpânire să facă noi legi drastice sau să întărească pe cele existente. (In această chestiune, articolul din numărul nostru trecut 205-206, intitulat "Lettre de Suisse" și semnat Don José, dă toate detaliile privind noile delicte. N.R.).

Intâmplarea de mai jos se referă la aprovizionarea cu lemne. Locuitorii nenorociți din coloniile sovietice pe lângă alte atâtea suferințe, sunt nevoiți - atunci când nu locuiesc în case încălzite cu gaz metan - să se aprovizioneze cu lemne. Acest articol se capătă greu și în cantități reduse. Si atunci oamenii ce sunt nevoiți să utilizeze lemnele - ei reprezintă peste 90 % din populație - încearcă tot felul de combinații ca să ajungă la scop. Atitudinea însă a celor puși să servească populația la depozitele de Stat - altele nu mai există - ne arată în ce măsură există "omul nou" și ne arată mai ales cât de prost sunt plătiți acești "oameni noi". Pentru a putea rezista, ei nu ezită să se manifeste așa cum sunt descriși mai jos, deși - oficial - bacșisul nu este admis.

"Puteți pleca liniștit, vă livrăm lemnele acasă".

La un moment dat la I.C.L. "Combustibilul" s-a luat o hotărîre, cu urmări practice pentru cetățeni : cei ce voiau să cumpere lemne de la depozitele între-

entreprise, n'étaient plus obligés de perdre de longues heures a attendre les camions, assister au chargement ou suivre à pied la voiture chargée de bois. Il suffisait que le client paye le prix du bois, indique son adresse et on lui disait : "Maintenant vous pouvez partir tranquille, nous vous livrerons le bois chez vous à domicile".

Sans nul doute, une bonne mesure bienvenue, qui prouve le souci des salariés de la I.C.L. "Le Combustible" de servir les citoyens dans les meilleurs conditions Comme d'autre part de nombreux dépôts de la ville ont été dotés d'autocamions, il s'avère que le ravitaillement en bois des citoyenz se déroule d'une façon aussi satisfaisante que possible. Et pourtant, il n'en est pas ainsi. Pourquoi ? Le motif nous en est donné par ce que nous ont écrit une série de lecteurs.

M.Boris, par exemple, nous apprend ce qui suit: s'étant rendu au dépôt nr.14 Place Puişor, il a acheté 1.000 kg de bois et 200 kg. de charbon (reçu 513.517) puis il est reparti "tranquille chez lui". Lorsque l'autocamion chargé de bois est arrivé, le citoyen a ouvert bien grandes les portes pour lui permettre d'entrer. Il avait une grande cour asphaltée.

-Inutile d'ouvrir les portes, nous ne rentrons pas le camion, lui dit l'homme qui accompagnait le convoi. Vous croyez donc que si vous avez payé le transport nous sommes obligés de vous descendre le bois à la cave ?

--Vous m'aideriez pourtant bien. Autrement je suis obligé de le charrier de la rue, ce qui est difficile. Si je vous demande cela, c'est que la cour est asphaltée et très large. Le camion y entre...

-Sachez que le camion entrera à une condition : si vous donnez 40 lei.

L'homme n'avait que 15 lei et en fin de compte le camion est entré dans la cour même avec cette somme réduite. "Est-ce que cet argent, pour lequel je n'ai pas eu de reçu, va aussi à l'entreprise?" - nous demande bien à propos M. Boris.

Un autre lecteur, E. Mateiaş, nous relate un fait semblable. Il n'a pas de trottoir devant sa maison et a prié les conducteurs de l'autocamion nr.37.600 B. (de-

prinderii amintite, nu mai erau nevoiţi să piardă ore întregi aşteptînd camioanele, asistînd la încărcare, sar mergînd pe urma căruţei cu lemne. Eta destul ca fiecare client să plătească lemnele, să indice adresa la care locuieşte şi imediat i se spunea : "Acum puteţi pleca liniştit acasă. Vă livrăm lemnele la domiciliu".

Fără îndoială o măsură bună, binevenită, care vădeşte preocuparea salariaţilor de la I.C.L. "Combustibilul" de a deservi cetăţenii în cît mai bune condiţiuni. Dacă mai adăugăm la aceasta şi faptul că multe depozite din oraş au fost dotate cu autocamioane, s-ar părea că deservirea cetăţenilor prin depozitele de lemne se desfăşoară în cele mai bune condiţiuni. Si totuşi, lucrurile nu stau chiar aşa. Motivul ? Il aflăm din cele ce ne-au fost scrise de către o serie de cititori.

M. Boris de pildă ne aduce la cunoştinţă un fapt. S-a dus la depozitul nr. 14 din Piaţa Puişor, a cumpărat 1.000 kg. lemne şi 200 kg. cărbuni (chitanţa 513. 517), apoi "s'a dus acasă liniştit". Cînd a venit autocamionul cu lemnele, cetăţeanul a deschis larg porţile, pentru a-i permite să intre. Avea doar curte mare, asfaltată.

-Degeaba deschizi poarta, că nu băgăm autocamionul, i-a spus cel care însoţea maşina. Ce crezi mata, că dacă ai plătit transportul trebue să le băgăm şi în pivniţă ?

-Dar mă ajutaţi mult. Altfel trebue să le car din stradă şi e greu. Nu cer asta decît fiindcă curtea este asfaltată şi destul de largă. Intră maşina...

-Află mata că maşina intră cu o condiţie : dacă dai doi poli.

N'a avut omul decît 15 lei şi pînă la urmă a intrat maşina în curte, doar cu atît. "Care aceşti bani pentru care n-am primit nici o chitanţă, merg tot la întreprindere ?" - ne întreabă cu tîlc M. Boris.

E. Mateiaş, un alt cititor, ne-a scris despre un fapt asemănător. N-are omul trotuar şi atunci a rugat pe însoţitorii autocamionului nr. 37.600 B. (depozitul de lîngă Abator) să tragă maşina cît mai

pôt près de l'Abattoir) de s'approcher le plus possible de la porte et de décharger le bois dans la cour.

-Pour ce faire vous donnez 20 lei...

Le citoyen ne les a pas donnés et le bois a été déchargé dans la rue. Mais ce n'est pas tout : le client "avare" a été puni encore autrement. Les sacs de charbon n'ont pas été vidés dans la caisse placée à la porte, mais aussi dans la rue.

Puisqu'il s'agit là de comportements indignes, il serait souhaitable que la I. C.L. "Le Combustible" prenne des mesures afin de sanctionner ou même licencier ses salariés qui considèrent que leurs tâches doivent constituer une source d'augmentation de leurs revenus personnels.

Nous avons reçu récemment une réponse de la I.C.L. "Le Combustible" dont il ressort que la dite entreprise ne traite pas comme il se doit une question dont elle avait été saisie par notre correspondante Maria Stefănescu. Cette dernière signalait qu'un citoyen avait acheté 300 kg de déchets au dépôt nr. 101. Mais tandis que le responsable l'avait assuré que les déchets seront 50% sapin et 50% hêtre, on ne lui a livré que du sapin. Par contre, nous écrit notre correspondante, on a livré à un autre citoyen - dont elle indique l'adresse exacte - rien que des déchets de hêtre. "Le responsable est-il en droit de faire des partages de ce genre, selon son bon plaisir ?"

Et la réponse que l'on nous donne est pour le moins inattendue, nous dirions même, dépourvue de sérieux. Au lieu de nous envoyer le résultat de l'enquête et nous dire si le responsable a bien ou mal agi, la I.C.L. "Le Combustible" nous communique, par sa lettre nr. 15.347 que ...ce n'est pas la correspondante qui a acheté les déchets mais quelqu'un d'autre (!!). Et par cela, la camarade directeur I. Vasilcu et le chef du service commercial St. Marinescu considèrent avoir fait leur devoir et avoir répondu avec le sérieux voulu à la requête d'un travailleur. Et, en conséquence, ils signent.

Nous ne souhaitons guère recevoir de telles réponses, vides de responsabilité, ni de la I.C.L. "Le Combustible" dans les cas cités, ni de toute autre entreprise".

aproape de poartă, pentru a descărca lemnele în curte.

-Pentru asta mai dai 20 lei...

Cetăţeanul n-a vrut să dea şi atunci lemnele au fost lăsate în stradă. Dar nu numai atît. Clientul "sgîrcit" a mai fost pedepsit într-un fel. Sacii de cărbuni n' au fost descărcaţi în lada pe care o adusese la poartă, ci tot în stradă.

Fiindcă este vorba de comportări nedemne, ar fi de dorit ca I.CL. "Combustibilul" să ia măsuri pentru sancţionarea sau chiar înlăturarea salariaţilor săi care socot că sarcinile lor de serviciu pot fi sursă de înmulţire a veniturilor personale.

Nu de mult ne-a sosit la redacţie un răspuns al I.C.L. "Combustibilul", din care am putut constata că întreprinderea amintită n-a tratat cu răspundere o sesizare a corespondentei noastre Maria Stefănescu. Aceasta anunţa că la depozitul 101 un cetăţean a cumpărat 300 kg deşeuri. Numai că deşi responsabilul îl anunţase că deşeurile vor fi 50 la sută brad şi 50 la sută fag - acasă i-a trimis numai brad. Si totuşi, scrie corespondenta, la alt cetăţean - şi indică adresa exactă - s-au adus numai deşeuri de fag. "Are oare responsabilul permisiunea să facă împărţiri de acest gen, după bunul lui plac?".

Si răspunsul vine cu totul neaşteptat. Neserios, am putea spune. I.C.L. "Combustibilul", în loc să trimită rezultatul anchetei, să arate dacă responsabilul a procedat bine sau nu, comunică prin adresa nr. 15.347 că...nu corespondenta ar fi cea care a cumpărat deşeurile, ci altcineva (!!). Si cu asta, tovarăşul director I. Vasilcu şi şeful serviciului comercial, St. Marinescu, socot că şi-au făcut datoria, că au răspuns cu seriozitate la o sesizare a unui om al muncii. Si în consecinţă o semnează.

Asemenea răspunsuri lipsite de răspundere n-am mai dori să primim. Nici de la I.C.L. "Combustibilul" - în cazurile de mai sus, de pildă - nici de la alte întreprinderi".

Culegătorul de perle

Le Collectionneur de perles

ALMANACHUL PRIBEGILOR ROMANI

Sub acest titlu, colonelul Dan D. IVANOVICI semnează în "BULETINUL MILITAR" Anul IX, NO 6 Iunie 1961, următorul articol :

"Si de data aceasta, "Almanachul Pribegilor Români" vine să ne reamintească atâţia oamni de seamă şi atâtea fapte şi evenimente ce trasează trecutul istoric al desvoltării literaturii româneşti.

Operă de migală, Almanachul ne pune la dispoziţie atâtea crâmpee interesante din tezaurul literaturii româneşti, multe pentru mulţi dintre noi complect neştiute, altele cu detalii ce complectează şi dau substanţă micilor noatre comori adunate dealungul anilor. Fiecare dintre noi, chiar şi aceia ce mânuesc condeiul şi au lăsat dâre luminoase în vastul ogor al literelor, poate găsi şi citi cu interes şi plăcere ceva din nenumăratele şi variatele subiecte ce conţine voluminosul almanach din acest an.

Conemorarea lui Titu Maiorescu, nota caracteristică a Almanachului din acest an, este o idee minunată. In felul acesta, marile figuri, aceia ale căror opere au născut curente de îndrumarea gândirii româneşti şi au lărgit orizontul minţii şi simţirii româneşti, vor fi cunoscute până şi în intimitatea vieţii lor, dându-ne astfel noi posibilităţi de a le judeca operele lor.

"Almanachul Pribegilor Români" este cartea exilului, este un prieten bun ce ne va ţine de urît, când urîtul ne năpădeşte. Laudă Dlui C. Arsene ca şi acelora care au muncit să ne dea o mică enciclopedie românească plăcută, variată şi interesantă. Incurajarea vieţuirii acestui Almanach este o datorie a fiecăruia dintre noi".

Colonel Dan D. Ivanovici

. . . . . .

A încetat din viaţă la Zürich, Nicolae I. HERESCU, fost profesor universitar şi preşedinte al Societăţii Scriitorilor Români înainte de ocupaţia rusească. Defunctul a activat în Liga Românilor Liberi de sub preşedinţia generalului N. Rădescu. A mai activat în calitate de cronicar literar al operelor româneşti la posturile de radio Paris, Secţia Românească, şi la Free Europe.

Cei ce l-au cunoscut regretă moartea prematură - a încetat din viaţă la vârsta de 58 de ani - a cărturarului român.

***

La Paris, a încetat din viaţă un alt Român, Marcel BARBUTA. Venit în Franţa imediat după 1920, Marcel Bărbuţă a fost corespondentul ziarului teatral "Rampa", în care a prezentat activitatea muzicală a compozitorilor, dirijorilor şi virtuoşilor francezi. A lucrat de asemenea, la Paris, pentru a face cunoscută viaţa muzicală românească.

Până la sfârşitul vieţii sale, după aproape 40 de ani petrecuţi în Franţa, defunctul a rămas Român acceptând - deşi nu era - situaţia de refugiat pentru a putea călători, şi nu pe aceea de cetăţean român al Republicii Populare.

Cei ce l-au cunoscut regretă moartea acestui boem simpatic.

. . . . . .

THE RUMANIAN COURIER

U.N.O., H.Q., IN BERLIN ?

By : I.G. MUGUR

How yellow they are or how scared can they get remains to be seen but, just now, some of them look ans talk plain stupid !

As one well remembers the cinders of the cronic Berlin crisis burst into flames when Khruschev announced that Soviet Rusia would sign a peace treaty with East Germany before the end of the year.

The Western reaction, against this Sovietic peace-making-move to swallow West Berlin and to consolidate the frontiers of its Colonial Empire in Central Europe, was terrific : - for a full week-end Mr. MacMillan stopped playing Golf in Scotland and Mr. Kennedy, advised by the Adviser of his Advisers of The White House, called up the ready reserves of the Marines and told them... that the rights of the Western allies in Berlin are untouchable and the freedom of the free Berliners un-negotiable.

To point out more emphatically that this time he really means "business", Mr. Khrushchev allowed Major Titov to leave Russia without a passport on condition that he would come back from outer-space in a matter of hours and restarted experimenting H-bombs for perfecting the anihilation of the entire world by a super-duper 100 megatons H-beauty.

To show that Mr. Kennedy's Administration is not impressed by such Communist blackmail a few more missile anti-missile and moon-rockets were misguided in Florida and a baby-kissing-mission was sent to Federal Germany, unter den Lyndon's care, to boost up the courage of the brave Western Berliners. But the tension did not abate and in equal proportions with the realization of the perils involved the firmness of the Western attitude gradually melted to an aspiclike consistency which, seasoned with nasty smelling proposals, degenerated finally into a flabby mess : the idiotic suggestion that by moving the UNO H.Q. in Berlin the rights of the Western Powers could be guaranteed, the freedom of the Berliners assured and even the settlement of the German problem resolved !

There is no need to be a wise elderly statesman or an expert in foreign affairs to realize where such negotiations could end. Maybe Berlin could ne neutralized by such a scheme but the price to pay for it would be : -the permanent division of Germany by de facto and de jure recognition of the actual Government of the East German Republic ; de facto if not also de jure passing of the Western allies rights in Western Berlin into the hands of the Security Council; the consecration of the actual borders of the Sovietic Colonial Empire in Europe ; and, last but not least, the admission of Esat Germany in the United Nations Organization with all the consequances that imply such an event in terms of prestige and influence across the world for Herr Ulbricht and Camarade Khrushchev.

./.

Certainly it is true that there are more ways of calling a man's bluff than by accepting his challenge to a fight. But if there are as many possibilities to resolve as many problems that we are faced with is this crazy one practicable or worth while for sounding out the Soviet views about "peaceful negotiations" whilst Mr. Khrushchev brandishes a stick in one hand and a carrot in the other ?

I.G.M.

. . . . . .

EDITORIAL NOTE / -

Having read again the "Conf.Page 135, par. 12" and "Page 206, par. 4" in the English Edition of Mr. Craciunas's book "The Lost Footsteps" :- I confess hereby that, unintentionaly, I attributed to Mr. Craciunas a confession which was in fact made by his unfortunate friend Georgetta.

I sincerely regret this academic mistake and hope that Mr. Craciunas will be satisfied with this correction of my review about his excellent book.

I.G. Mugur.

The Editor
"Le Courrier Roumain"
6, rue Troyon
PARIS, XVII-eme

London, 28th August 1961

Sir,

I have read Mr. I.G. Mugur's review on my book - "The Lost Footsteps" - published in the "Courrier Roumain" issue of the 16th of March 1961 (No. 195). In this review he asserts the following : "...and he also admits that he confessed under torture to the intention of engineering the escape of Lucretiu Patrascanu". This statement seems to contain some misrepresentation of facts.

Anyone who has read my book must be clear that I confessed nothing which could lead to any other person's arrest, or in any way endanger the security of anyone who had been connected with me in underground activities against the Communnist regime. I have stated quite clearly that the only admissions I made were those concerned with people who were safely in the West - refering merely to the fact that I had helped them to escape from Rumania. (Conf. Page 135,Par.12 - English Edition).

Mr. J.G.Mugur appeare to attribute to me a confession which was in fact made by my unfortunate friend Georgetta (mentioned in the Book), and which I denied in toto, thereby infuriating my interrogatore. (Page 206, par. 4 - English Edition).

Yours faithfully

Silviu Craciunas

London, S.W. 7

CURIERUL ROMÂNESC

Intâiul Ziar publicat in Tara românească la 8 Aprilie 1829, de J. HELIADE-RADULESCU

PUBLICATIE - SERIE NOUA - CE APARE DE DOUA ORI PE LUNA IN LIMBA FRANCEZA ENGLEZA SI ROMANA

17 ANI DELA CAPITULARE

de Pamfil SEICARU

23 August 1944 ! Au trecut 17 ani de când o bandă de ambiţioşi, de disperaţi ai arivismului au smuls ţării arma din mână şi au predat-o Rusiei sovietice. Din 1948, capitularzii se tot trudesc să dovedească că la 23 August n'a fost o capitulare fără condiţii, ci un armistiţiu, fără să fi isbutit să convingă pe cineva, fie chiar pe salariaţii lui Yarow dela Free Europe.

Am recapitulat evenimentele, am căutat să desprind răspunderile, să întrezăresc conturul spiritual al României de mâine, când îşi va regăsi iarăşi toate atributele suveranităţii ; o concentrată meditaţie ar înlesni fiecărui exilat să se integreze în acest tragic intermezzo al istoriei neamului românesc. Nu participăm la suferinţa celor din ţară agitând ambiţii, proectând cu imaginaţia, în vagul viitorului, roluri politice pe care le credem rezervate numai din simplul fapt că am trăit ca exilaţi. Dacă ne-am da seama că adevăratul exil va începe, cu dramatica lui suferinţă morală, abia când ne vom întoarce, ne-am potoli ambiţiile, am deveni sfioşi în aşteptările noastre. Intorşi acasă, în acel cuprins de nimicitoare suferinţă fizică şi morală, chiar regăsind în viaţă unii prieteni, ne vom da seama, din primele momente, că punţi de înţelegere, de comunicare sufletească, nu se pot stabili. In privirile înlăcrămate de bucuria regăsirii, vom vedea o mustrare care nu se va exterioriza prin reproşuri, o judecată aspră, neîndurată şi, poate, nedreaptă faţă de noi, exilaţii.

Intr'un discurs de vibrantă simţire românească şi de ţărănesc curaj politic, Ion Mihalache, adresându-se comuniştilor, le-a spus : "şi când vor pleca Ruşii, văzându-vă forfotind în viaţa politică a ţării, vă vom întreba : voi de ce aţi mai rămas?". Nu ar fi de mirare ca mâine să fim întrebaţi, noi exilaţii : "voi de ce aţi mai venit ?". Suferinţa miilor de exilaţi, o suferinţă anonimă, nu poate fi negată de nimeni, dar toată această imensă, obscură suferinţă nu va ţine cumpănă suferinţii cotidiene a fiecărui Român rămas să îndure, nevinovat, consecinţele actului de trădare săvârşit la 23 August 1944.

Am auzit, în exil, o mărturisire care mi-a înlesnit să văd noua figură morală a ţării, aşa cum fulgerile arată, pentru o clipă, peisajul scufundat în bezna nopţii. Povestea D-na Elena Brătianu odiseia anilor de închisoare, dându-ne aspecte necunoscute ale ţării cu buzele lăcătuite. Din variile întâmplări, profilări de oameni simpli, încovoiaţi moralmente sub apăsarea regimului de flocrţe marxisto-leniniste, din sutele de gesturi de românească solidaritate, se contura majestatea muteï tragedii româneşti. Si D-na Brătianu a încheiat : "In închisori, în contactul cu lumea umilă, mi-am descoperit ţara, mi-a fost dat să cunosc adevăratul suflet românesc".

Sunt 17 ani de suferinţă, de umilinţi fără nume, fiecare Român simţindu-se singur, înspăimântător de singur, ca o biată oaie înconjurată de lupi. S'a cerut fiecărui Român lepădarea de sine şi îngenunchierea în faţa altarelor comuniste împodobite cu icoanele călăilor : Lenin, Stalin, Hruşciov. Si în ce măsură a fost cu putinţă îngenunchierea naţiei o mărturisesc cimitirile, închisorile, o mărturi-

seşte străjnicia împilării, unica speranţă care a mai rămas vechililor Moscovei. Din adâncimi de istorie au venit aceste puteri de răbdare şi de credinţă împotriva cărora n'au putut să facă nimic nici pumnul miliţianului, nici chinurile rafinate ale schingiuitorilor şcoliţi la Moscova în laboratoarele de tortură dela Lublianka, şi nici pedeapsa cea mai cumplită : să nu aibă omul dreptul la muncă. Se vor retrage într'o zi apele murdare ale ocupaţiei ruseşti şi abia atunci vom vedea neamul românesc aşa cum l-a transfigurat aceşti ani de negrăită tragedie.

Cine va avea cutezanţa atunci să-şi prezinte pretenţiile sprijinite pe anii de "rezistenţă" (la ce ?) din exil, acestei ţări care a refuzat cu îndărătnicie să se renege ? Stiu prea bine că sunt o seamă de nevolnici care aşteaptă ziua când din nou ţara va fi liberă spre a o lua de căpăstru ca pe un cal de pripas şi să o muştruluiască într'o nouă disciplină, în care se va putea dezvolta o nouă clasă stăpânitoare clocită în exil de nu ştiu ce cloşcă Yalovistă. Mi-a fost dat să aud cu ce siguranţă neruşinată aşteaptă unii ziua eliberării, ca sub proteguirea tankurilor americane să fie înscăunaţi şi învestiţi cu toate puterile, spre a stăpâni şi a jumuli ţara. Să nu ne înşelăm : Vişoianu şi Comitetul Naţional, cu toate anexele, nu constitue altceva decât replica americană dată echipei ruseşti condusă de Gheorghiu-Dej. Pe plan internaţional, despre destinul iobag al neamului românesc au aceeaşi concepţie; se deosebesc numai în ceeace priveşte stăpânul.

Să lăsăm fiecăruia dreptul de a-şi făuri iluzii ; mâine, în acel zguduitor mâine, naţia, mută azi, va vorbi şi în faţa ei toate paiaţele ideologiilor perimate şi toţi bufonii ambiţiilor, vor dispărea. Noi exilaţii ne vom strecura sfioşi cerând, smeriţi, îngăduinţa de a călca pământul patriei.

In ziua eliberării naţia va cere socoteală capitularzilor. In 1918, la Iaşi, Generalul Al. Averescu lansa ziarul "Indreptarea" cu publicarea seriei de articole intitulate "Răspunderile". Acest cuvânt magic a fost la origina popularităţii generalului Averescu. La ce se reduceau, în fond, "Răspunderile" care formau conţinutul acuzaţiei aduse de generalul Averescu ? La insuficienţa pregătirii militare a României, pusă în situaţia să intre în război neînarmată, deşi avusese doi ani de neutralitate, răgaz suficient ca să se înarmeze. In lumina documentelor secrete ce s'au publicat ulterior, s'a aflat că înarmarea noastră fusese îngreunată de chiar atitudinea neutrală pe care o adoptase România. Nici una din cele două tabere beligerante nu era sigură de partea cui va fi România la intrarea în războiu, şi de teamă să nu înarmeze un viitor inamic, cumpărările de armament se făceau cu mare greutate şi cu voite întârzieri. In Martie 1918, când Averescu a ridicat problema "Răspunderilor", opinia publică a văzut în generalul Averescu pe interpretul propriilor ei gândiri.

Se poate compara situaţia României din Martie 1918, când "Sfatul Ţării" votase unirea cu Patria mumă, cu situaţia României, 17 ani după capitulare ? "Răspunderile" vor fi ridicate, dar nu de noi care suntem în exil, ci de unul care va fi reuşit să scape din închisorile comuniste, sau de unul dintre cei care continuă rezistenţa în munţi. Oricare se va ridica să pună problema "Răspunderilor", se va găsi automat învestit de opinia publică cu egale puteri ca tribunii în republica romană.

Dela 14 Octombrie 1948 caut să analizez şi să aduc la cunoştinţa exilului tot ce ar putea să se adauge dosarului "Răspunderilor". Incepând cu scrisoarea adresată generalului Ion Rădescu, care în răspunsul dat mă confirma total, şi până azi am lucrat cu acelaş gând de a pune la dispoziţia opiniei Publice un dosar cât mai complect al "Răspunderilor" care decurg din lovitura de Stat executată la 23 August 1944, cu arestarea mareşalului Ion Antonescu în Palatul regal de către agentul comunist Bodnăraş. Poporul român a fost minţit ; nu se semnase niciun acord de armistiţiu, se capitulase fără condiţii. La această sinistră operă de "elibe-

rare" s'a conspirat cu o trădătoare tenacitate. In "Coroane contra secerii" (Crown against sickle) - Istoria regelui Mihai (The story of King Michael) de Arthur Gould Lee- Air vice Marshall - (Editura Hutchinson & Co London), se găseşte versiunea dată de fostul rege Mihai şi de mama sa Elena asupra evenimentelor dintre 1941 şi 1944. De altfel, dedicaţia cărţii ne dă o indicaţie precisă. Citez : "Dedicată cu permisiunea Majestăţii Sale Regina Elena a României, principedă de Grecia şi de Danemarca".

Extrag acest fragment : "In Bucureşti au fost multe persoane cari au declarat simpatiile lor pentru Aliaţi, ceeace Antonescu privea ca un pericol, de aceea le-a pus în câmpuri de concentrare. Dar au fost alţii mult mai prevăzători şi nu şi-au manifestat deschis atitudinea lor. In inima acestui element pro-britanic, se găseau oameni ca Iuliu Maniu, Brătianu şi prinţul Stirbei, ale căror vederi derivau, mai ales, din dorinţa liberală şi patriotică de a alunga despotismul german ; posedau, de-asemenea, şi curajul de a dirija inclinările lor spre o linie de acţiune. Calea secretă de comunicare cu Britanicii a fost un Radio lăsat la Bucureşti de agenţii britanici la părăsirea legaţiei lor în Februarie 1941. Tot timpul războiului o legătură periodică fusese menţinută cu Cartierul General militar al Englezilor la Cairo. Spre a reduce riscul de a fi descoperit, postul era mutat din loc în loc. La el lucrau un grup de oameni tineri, proprietari ai caselor în care era ascuns aparatul, inclusiv locuinţele lui Stirbei şi Maniu (pag. 59).

"Când în August 1943, el (regele) s'a decis să susţină lupta contra lui Antonescu, telefoane radiofonice au fost instalate la Peleş şi la Palatul din Bucureşti. In plus, mesajiile transmise prin telefon între rege şi organizaţia lui Maniu erau pe bază de cod, regele întrebuinţând maşina lui proprie de cifrare la Sinaia, unde el şi secretarul lui personal cifrau şi descifrau mesajiile. Mai târziu a utilizat această legătură secretă spre a comunica cu aliaţii. In Ministerul de Externe, unul dintre susţinătorii grupului (Niculescu-Buzeşti) avea acces la cifru şi avea posibilitatea să ţină pe Maniu, şi mai târziu pe rege, în curent cu întâmplările importante.

"La început, regele Mihai concepea ca rolul lui să se menţină în respectarea Constituţiei, dându-şi opinia, cu asistenţa activă a şefilor tradiţionali ai ţării. Dar, îndată, a găsit că oricât de admirabile sunt discuţiile democratice ale guvernului în timp de pace, ele erau nepotrivite cu căile destinate să alunge o tiranie stabilită în timp de războiu. Maniu, care la început inspirase opoziţia contra lui Antonescu, era incapabil să ducă o acţiune când i se cerea. Un om de 70 de ani, el vedea prea departe şi încerca să ia măsuri dinainte pentru fiecare eventualitate. Brătianu, trecut de 80 de ani, era de obicei de acord cu Maniu. "Brătianu cântă cântecul lui Maniu", aşa se arăta situaţia de către Români. Titel Petrescu, leaderul socialist, cam de 50 de ani, era constructiv şi rezonabil, dar îi lipsea persistenţa hotărîtă a celorlalţi. Problema era destul de grea când un argument se punea în discuţie între aceşti trei şefi, pentru că amânau deciziile din prudenţă, dar situaţia devenea şi mai grea când la acest grup se adaugă şi şeful nominal al aproape inexistentului partid comunist, Lucreţiu Pătrăşcanu. Această situaţie se crease de autorităţile politice britanice dela Marele Cartier al Estului Mijlociu, dela Cairo, vrând probabil să arate o atenţie Rusiei sovietice. Cei Trei Mari (The Big Three) au cerut ca partidul comunist, care chiar după datele Rusiei nu avea decât o mie de membri, să ia parte la discuţii. Partidul comunist era ilegal în România şi majoritatea dintre puţinii comunişti activi din ţară se găseau, de multă vreme, în câmpuri de concentrare. Chiar Pătrăşcanu se găsea, în mod oficial, cu domiciliu forţat, cu toate că în practică se mişca cum dorea. Insistenţa aliaţilor ca şeful unui mănunchiu de comunişti să aibe voce egală cu figurile naţionale ca Maniu, reprezentând necontestat zece milioane de ţă-

rani, făcea să avanseze puţin dorinţa unei acţiuni.

"Regele Mihai trebuia să uzeze de cea mai mare discreţie în luarea de contact cu aceşti patru oameni (Maniu, Brătianu, Titel Petrescu şi Lucreţiu Pătrăşcanu). Oricare dintre ei putea să dispară când era necesar, ceeace făceau de multe ori atunci când umbra poliţiei secrete a lui Antonescu se proecta asupra lor. Dar Regele nu se putea ascunde niciodată şi ştia că fiecare acţiune a lui era supraveghiată nu numai de poliţie, ci şi de spionii din Palat. La început a comunicat cu grupul acesta numai prin intermediari de încredere, dar cum războiul progresa, el a aranjat să aibă întâlniri când cu unul când cu altul din leaderi, şi spre sfârşitul războiului a fost posibil, în mai multe ocazii, să vorbească cu toţi patru în Casa Albă. Aceste întâlniri aveau loc în timpul nopţii. Unul din grupul din palat ieşia din palatul regal şi strângea pe oamenii politici la colţul unei străzi sau în alte locuri aranjate dinainte în oraş, aducându-i în palat cu automobilul regal condus de şofeuri de încredere (!?) ai poliţiei.

"A fost exact după una din aceste întâlniri cu Maniu, Brătianu, generalul Aldea şi un ofiţer retras din armată aparţinând grupului Maniu, când regele a asistat la primul bombardament din timpul nopţii asupra Bucureştiului, în ziua de 4 Aprilie. Problema de a aduna pe cei patru era mai puţin importantă, deoarece cel mai greu era să fie convinşi de a cădea de acord. Maniu şi Brătianu nu aveau încredere în Pătrăşcanu, în primul rând pentru că era comunist şi în al doilea rând pentru că era un reputat jurist, cu faima de chiţibuşar. Înţelegerea nu s'a putut face nici asupra persoanei alese să înlocuiască pe Antonescu (aceasta era problema?) nici asupra membrilor noului guvern. Şi nici unul dintre acei patru nu părea să fie gata de a lua sarcina să se înfrunte deschis cu Antonescu. Argumentele lor fără sfârşit învingeau răbdarea şi temperamentul regelui. Cu ocazia unei şedinţe, incapabil să mai suporte discuţiile interminabile, regele a sărit în picioare, i-a lăsat singuri, şi a închis uşa dând această poruncă formală : "nu încercaţi să plecaţi înainte de a vă pune de acord". Şi a plecat să se plimbe în curtea întunecată a palatului, iar cei patru au ajuns, între timp, la un fel de unanimitate asupra unui front anti-Antonescu, dar această decizie nu a durat mult. Era chestiunea să răstoarne dela guvern pe Antonescu şi la început să se formeze un guvern pro-german, ca apoi să se formeze un guvern pro-aliaţi. Regelui i se părea formula fără nicio însemnătate şi nu credea posibil de a se realiza ceva fără a întrebuinţa forţa, adică armata.

"Proectul de mai târziu a celor patru manifesta nu numai sila să înfrunte greutăţile practice ale unei răsturnări ale regimului Antonescu, dar şi lipsa de înţelegere că Aliaţii aveau nevoie de altceva decât de promisiuni pline de speranţe. Când, în sfârşit, Englezii au acceptat pe cei patru oameni politici ca reprezentanţi ai României, au întrebat pe ce rezistenţă organizată ar putea să se sprijine. Răspunsul a fost că nu aveau nimic. Contrar altor ţări de sub dominaţia germană, aici nu exista nici o mişcare subterană comunistă pe a cărei rezistenţă s'ar fi putut baza".

Prea puţin inteligentul Air Vice Marshall Arhur Gould Lee uitase că la pag. 31 scrisese : "Publicul a suportat grelele pierderi cu curaj, şi cu toate că subordonarea lui Antonescu era admisă numai de o minoritate (în ce măsură mareşalul Antonescu era subordonat lui Hitler se vede din Memoriile interpretului Schmidt), deciziile lui spre a câştiga Basarabia erau acceptate aproape de toate elementele populaţiei, inclusiv chiar de teribilii anti-naziţti, cum era Maniu". "Acţiunea lui Antonescu de a se ataşa Germaniei spre a recâştiga provincia pierdută i-a dat, pentru un timp, gloria unui patriot care refăcea onoarea României" (pag. 35).

Este util să subliniez că Englezii erau surprinşi şi, evident, dezamăgiţi, că în România nu existau atâţia comunişti câţi erau necesari spre a organiza "o

mişcare subterană comunistă, pe a cărei rezistenţă s'ar fi putut baza". Egoismul englez, incapacitatea Englezilor de a vedea dincolo de interesele lor imediate, le dă în marile probleme politice un fel de miopie care frizează prostia.

Continui cu reproducerea din interesanta carte "Coroana contra secerei" :

"Când a sosit momentul, opoziţia a comunicat Englezilor că armata va întoarce armele contra Germanilor, dar în prezent erau cu Ruşii aşa de departe şi cu Germanii "în poalele noastre". "Nu putem răsturna pe dictator fără ajutor". Ei au cerut Englezilor şi Americanilor să trimeată o forţă puternică, de preferat trupe aero-purtate, şi o mare cantitate de arme cu care să se organizeze protecţia în momentul răsturnării. Complotiştii nu au primit nici un răspuns la această propunere, ceeace a surprins comisiile Aliaţilor din Mediterana. (Explicaţia : România era trecută în lotul Ruşilor înainte de conferinţa dela Teheran, din Decembrie 1943. Comisiile Aliaţilor din Mediterana nu puteau cunoaşte secretul celor doi ciocli ai Europei, Roosevelt şi Churcill).

Reiau reproducerea textului lui Arthur Gould Lee :

Pentrucă fuseseră Englezii care stabiliseră legătura prin radio şi au continuat-o, proiectele Românilor ca să scape de sub dominaţia germană au fost prezentate, la început, prin Britian Intelligence.Cu intenţia de a duce la capăt o adevărată organizaţie de rezistenţă în România, trei ofiţeri englezi au fost paraşutaţi pe pământul ţării, în timpul nopţii, în toamna anului 1943. Ofiţerii erau : de Chastelain, Porter şi Metzianu. Toţi trei cunoşteau România, deoarece unul dintre ei era născut în România, iar ceilalţi doi lucraseră în Bucureşti înainte de război. Din nefericire (pentru Englezi, Americani şi mai ales pentru Ruşi, dar nu pentru Români) au fost lăsaţi să cadă pe teren greşit, câteva mile mai departe de locul unde erau aşteptaţi. Mergând spre cel mai apropiat sat spre a se informa de locul unde se găseau, au fost recunoscuţi după uniformă, arestaţi şi trimişi imediat la cazărmile jandarmeriei din Bucureşti, unde au stat tot anul viitor. Neavând niciun contact cu lumea din afară, ei nu au participat direct la evenimentele care au dus, în sfârşit, la lovitura de Stat .

Puţin timp după acest fiasco, s'a realizat oarecare progres în crearea unui sâmbure de rezistenţă, deoarece nereuşita descurajase entuziasmul. Părându-li-se că aveau puţină şansă ca să primească ajutor dela Englezi, leaderii opoziţiei şi-au îndreptat privirile spre Rusia. Au făcut aceasta cu o profundă silă pentru că, în afară de puţinii comunişti, Românii până la ultimul om nu aveau încredere în Rusia. Românii au cunoscut "altruismul" rusesc prea des în timpul trecutelor conflicte ruso-turceşti şi se temeau tot aşa de mult de Sovietici cât se temeau în trecut de imperiul ţarist. Totuşi, România găsea că din moment ce Anglia şi America o împingeau, în mod hotărît, în orbita rusă, trebuiau să fie făcute responsabile de viitoarea purtare a Rusiei (şi au fost ţinute responsabile, dovadă că bravii complotişti ai capitulării s'au prezentat în Statele Unite ca să-şi primească simbria trădării). Au fost trimise mesagii guvernului sovietic prin intermediul unui diplomat neutru, prin care se propunea ca o misiune militară să treacă peste liniile ruseşti spre a negocia pacea. Dar nici o încurajare nu a fost primită ca urmare la această sugestie, şi planurile au căzut baltă".

"Apoi, un grup de entuziaşti fără practică au născocit ideea ca regele Mihai să sboare până la Moscova şi să ia contact personal cu Stalin. "Gândiţi-vă ce impresie ar face în America" - spuneau ei. "Imaginaţi-vă titlurile din ziare : Unchiul Joe şi tânărul rege Mihai discutând pacea". -"Şi dacă unchiul Joe nu acceptă ideea, se ce întâmplă după aceea ?" - a răspuns regele, nu însă fără a iubi propunerea". (pag. 62).

Citesc şi recitesc paginile în care acest Air Vice Marshall Arthur Gould Lee redă fidel, ca un cconicar al regelui, versiunea exactă a evenimentelor, şi

în faţa ochilor mei defilează sutele de mii de victime ale aventurii dela 23 August 1944. "Nu însă fără a iubi propunerea" de a sbura la Moscova - notează cronicarul regelui ; ideea i se părea îndrăsneaţă, dar nu contrarie unei elementare disciplini la care era obligat cel care, nominal, era capul armatei. Totul se reducea dacă "unchiul"Joe-Stalin, mă rog - ar accepta ideea. Aceşti iresponsabili erau entuziaştii sfetnici ai regelui...Mai putem fi surprinşi de capitularea fără condiţii şi de înspăimântătoarele consecinţe pe care nenorocitul popor le îndură ?

Este logic să întrebăm de ce Comitetul Naţional sau zisa Fundaţie Regală nu au găsit de datoria lor să publice "Crown against sickle" - Coroana contra secerei - în traducere românească ?

In 1952, Alexandru Creţeanu, fost ministru al României la Ankara, trimis de mareşalul Antonescu în Septembrie 1943, în urma insistenţei lui Iuliu Maniu, şi în 1952, încă membru al Comitetului Naţional, la acea epocă cetăţean român (acum omul prevăzător s'a pus în siguranţă devenind cetăţean american), a publicat în revista americană "Journal of Central European Affairs", un articol care a fost reprodus în "La Nation Roumaine" cu data de 15 Ianuarie 1952, sub titlul "Les négociations du Caire pour l'armistice roumain (1944)".

Mă simt obligat să spun că Al. Creţeanu aminteşte cu toată corectitudinea încercările făcute de guvernul mareşalului Ion Antonescu de a feri România de consecinţele unei înfrângeri germane pe care o întrezărea după bătălia dela Stalingrad. "Mihai Antonescu încerca, din 1943, luări de contact cu Washington şi Londra, prin Ankara, prin Lisabona şi prin Vatican". Menţionează şi proiectul Ministrului de Externe de a sincroniza retragerea României din războiu cu a Italiei. Al. Creţianu uită însă să menţioneze că la sfârşitul lui Martie 1943, Mihai Antonescu s'a dus la Roma ; Ciano era de acord cu ideia lui Mihai Antonescu, iar legătura o făcea Consilierul de legaţie Cămărăşescu. Mussolini era prea angajat ca să poată rupe cu obligaţiile luate prin "pactul de oţel", iar personal îi repugna ideea de a abandona un aliat, considerând-o felonă şi dezonorantă pentru Italia.

Al. Creţeanu, istoricul acţiunii diplomatice în vederea eşirii din războiu, continuă explicaţiile : "Antoneştii continuau totuşi să creadă că le-ar fi posibil să se înţeleagă separat cu marile puteri occidentale. Ei nu vroiau să acorde o importanţă unui mesaj semnificativ care le-a fost transmis prin guvernul britanic după conferinţa dela Moscova din Octombrie 1943".

"Guvernul Majestăţii Sale nu poate să ia în consideraţie demersurile guvernului român sau din partea Românilor acţionând individual, dacă aceste demersuri nu se adresează în chip egal şi guvernelor Statelor Unite şi Uniunii Sovietice. Aceste demersuri ar trebui să ia forma unei oferte din partea unui emisar învestit cum trebue ca să semneze o capitulare fără condiţii faţă de cei trei principali aliaţi. Niciun alt aranjament nu prezintă pentru noi vre-un interes".

Este clar că, în numele celorlalţi, Anglia cerea caitularea fără condiţii. Alexandru Creţeanu îşi arată nemulţumirea că mareşalul Antonescu şi ministrul de Externe n'au "acordat importanţa" cuvenită nici acestui răspuns, nici manifestărilor diverse ale Angliei. Cei doi nu ştiau că la Teheran fusese respins planul lui Churchill de a se face o invazie a Aliaţilor prin Balcani. Aşa se explică acţiunea mareşalului Antonescu, sortită să nu aibe nici un rezultat.

Mareşalul a făcut, la 31 Ianuarie 1944, prin intermediul ataşatului militar român dintr'o ţară neutră, această comunicare ataşatului militar american : "In situaţia politică militară actuală, o colaborare a României cu Aliaţii depinde de garanţiile politice pentru viitor şi de asigurările pentru condiţiile prezente. Nu i se poate cere României să imite Italia, deoarece aceasta nu poate avea de efect decât o ocupaţie germană, urmată de o ocupaţie sovietică. Aceasta ar

uşura accesul şi ocupaţia peninsului Balcanice de către armata roşie ; România nu face războiu contra Anglo-Americanilor. Când trupele anglo-americane vor ajunge la Dunăre, trupele româneşti nu le vor combate. Ele vor fi în acel moment pe Nistru pentru a încerca să oprească pe Ruşi".

Alexandru Creţeanu complectează : "Acest mesaj a fost precedat de o ofertă precisă făcută de Mihai Antonescu în cursul conversaţiilor unui emisar al guvernului cu ambasadorul Statelor Unite. Acesta sugerase o formulă de înţelegere : guvernul român va remite un document semnat de Mihai Antonescu, conţinând declaraţia de capitulare fără condiţii, care ar intra în vigoare în momentul determinat de Aliaţi. La 20 Decembrie 1943, Mihai Antonescu a făcut cunoscut ambasadorului Hayes că el ar accepta să semneze şi să predee un asemenea document în clipa când :

a) o debarcare anglo-americană s'ar efectua în Balcani în direcţia României ;

b) Turcia ar intra în războiu alături de Aliaţi.

Mihai Antonescu se declara dispus să remită acest act de capitulare întărit de propria lui semnătură în mâinile guvernului turc în momentul în care una sau alta dintre cele două condiţii ar fi fost realizate. Vice-preşedintele consiliului s'a adresat guvernului dela Ankara, cerându-i să declare că este gata de a accepta acest document. Totuşi, conducătorii turci n'au acceptat această ofertă, cunoscând că Teheran însemna dărâmarea tuturor speranţelor născute la Adana".

Asupra negocierilor dela Madrid, este bine să fac o primă observaţie : ambasadorul american Carlton Hayes şi-a publicat memoriile privind misiunea lui la Madrid. Nu lipsesc chiar amănunte insignifiante, cum de pildă peria de dinţi şi pasta, dar, ciudat, nu pomeneşte nimic de negocierile pe care le aminteşte Al. Creţeanu. Este posibil ca ambasadorul american, Carlton Hayes, să nu facă nicio aluzie, în cartea lui, la o propunere aşa de însemnată, anume că ministrul de Externe al României se declara gata să semneze o declaraţie de capitulare fără condiţii ? Era vorba, într'adevăr, de negocieri ? Termenul nu corespunde realităţii; se făcuseră, este exact, unele tatonări prin mijlocirea unui funcţionar al Legaţiei din Madrid, omul de încredere al lui Niculescu-Buzeşti, dar nu cu ambasadorul american, ci cu un mic funcţionar al ambasadei. Această operaţie din Madrid inspirată de Niculescu (din piaţa Buzeşti) avea de scop să compromită pe Mihai Antonescu.

Mihai Antonescu era un nefericit care îşi închipuise că ar fi putut să se desprindă, la un moment dat, din cadrul politicei dusă de mareşalul Antonescu. Ideia această felonă i-a alterat judecata politică ; nu era lipsit nici de inteligenţă, nici de cultură şi cunoştea bine problemele în legătură cu politica internaţională. Se încurca, însă, în propriile lui iţe şi suferea de complexul de inferioritate faţă de personalul Ministerului de Externe.

In Decembrie 1943, el era numai nominal ministrul României, cel care conducea ministerul de Externe era Niculescu (din piaţa Buzeşti). Nu este o simplă afirmaţie, deoarece fiind la Lisabona la sfârşitul anului 1943, am auzit pe un funcţionar al Legaţiei, Brutus Coste, un prost şi înfumurat, făcând glume de prost gust pe socoteala ministrului Mihai Antonescu. Este ştiut că orice funcţionar dintr'o legaţie se fereşte să-şi exprime părerea intimă asupra şefului, de teamă să nu fie rechemat. I-am atras atenţia că este cel puţin nepotrivit să ofenseze, cu atâta lipsă de jenă, pe ministrul de Externe al României, şeful lui. Brutus Coste mi-a răspuns cu un hohot de râs, un râs strident de periferie : "Cum, Dv. credeţi că Mihai Antonescu mai este ministru de Externe ? Mă surprinde că nu sunteţi informat. Pentru mine, ca şi pentru toţi diplomaţii; ministrul este Buzel". La nedumerirea mea, a ţinut să precizeze : "Grigore Niculescu-Buzeşti este pentru noi colaboratorii lui, Buzel. El este adevăratul conducător al politicei externe a României, el va salva ţara. Ică este un figurant, ridicol cu arcul carpatic, "nicovala"

şi alte flori de stil icist".

Auzeam vorbindu-se pentru prima oară, de acest Stein al României - mă gândesc la Stein, ministrul Prusiei, în timpul lui Napoleon. Mi s'a părut că o aşa de gravă uzurpare nu poate fi tolerată şi că era necesar să se pună capăt activităţii de cârtiţă a unui funcţionar subaltern care lucra fără să-şi asume răspunderea.

La întoarcere, i-am povestit scena lui Mihai Antonescu. S'a făcut alb ca varul. "Nu ştiu cine este acest Niculescu-Buzeşti - i-am spus lui Mihai Antonescu - dar în situaţia în care te-a pus nu ai decât două alternative : sau demisionezi şi îi cedezi locul, astfel ca cel care conduce de fapt ministerul să aibă şi răspunderea efectivă, sau îl destituie". Nu pot uita înfăţişarea lui Mihai Antonescu de om surpat în interior, obligat fiind să-mi explice situaţia lui umilitoare. Ca inteligenţă, cultură, talent, era superior bandei Niculescu (din piaţa Buzeşti) şi Rădulescu (dela Pogoanele din Buzău), dar inferior ca îndrăsneală împinsă până la nerusinare ; chiar felonia încercată faţă de mareşal era diminutivă ca şi numele de Ică.

Iată explicaţia lui : detaşase ca om de legătură între el şi rege pe Grigore Niculescu, cu intenţia ca Mihai să fie cotidian informat ; rezultatul a fost că acest funcţionar din ministerul de Externe, căruia Antonescu îi accelerase ascensiunea, devenise omul de încredere al regelui. La obiecţia mea că succesul lui de intrigant nu era un argument pentru a fi menţinut, ci un argument decisiv pentru a fi destituit, Ică, încurcat, mi-a răspuns : "dar între timp a captat şi întreaga încredere a lui Maniu". I-am arătat că este un argument în plus ca acest nerusinat arivist să fie pus în imposibilitate de a face rău. Si Ică (folosesc intenţionat diminutivul) a dat din cap ca un om în neputinţă de a se apăra.

La sfârşitul audienţei mi-a cerut o favoare : să nu vorbesc nimic mareşalului de cazul funcţionarului dela Legaţia din Lisabona sau de Niculescu-Buzeşti, asigurându-mă că va găsi el soluţia. Asupra atitudinei ticăloase a acestui funcţionar Brutus Coste, există un martor Georgescu-Olenin, care în Decembrie 1943 era consilier comercial la Lisabona.

Revin la aşa zisele negocieri dela Madrid. Va conveni şi Al. Creţeanu că nu se poate concepe ca un ambasador, scriindu-şi memoriile asupra misiunii lui la Madrid, să nu pomenească, cel puţin în treacăt, de propunerea ce i s'a făcut să accepte capitularea fără condiţii formulată de ministrul de Externe al României. Propunerea a fost făcută de un ataşat de Legaţie, intrat în Ministerul de externe ca fost agent al lui Morozov, devenit apoi om de încredere al lui Buzel (destinele României încăpuseră pe mâinile oamenilor cu diminutive). Nici într'un caz cu ambasadorul Carlton Hayes, deoarece conştiinciosul memorialist, care nu uita nimic, ar fi menţionat ceva despre acele negocieri.

De ce propunerea de capitulare a fost făcută de un mic funcţionar şi nu de Ministrul României la Madrid ? Evitarea şefului misiunii din Madrid este o indicaţie că Grigore Niculescu (din piaţa Buzeşti) vroia să aibă la dispoziţie un instrument docil, un executant care era dispus să săvârşească orice ticăloşie. Mihai Antonescu a fost atras într'o cursă şi a căzut, făcând prima introducere la capitularea fără condiţii.

Când m'am întors dela Madrid, în ziua de 17 Ianuarie 1944, am constatat, uimit, că mareşalul nu ştia nimic de negocierile cu Carlton Hayes.

In articolul publicat de Al. Creţeanu în "Journal of Central European Affairs" găsesc o informaţie preţioasă : "Maniu a rămas în contact cu Englezii, prin diferite mijloace improvizate, din momentul în care ei (Englezii) au rupt relaţiile diplomatice cu România, în Februarie 1941". Nu erau aceste mijloace aşa de improvizate, deoarece avea la dispoziţie un aparat de radio emiţător - cum ne revelează Arthur Gould Lee - lăsat de agenţii britanici la părăsirea Legaţiei lor.

Este explicabil că Al. Creţeanu foloseşte expresia "moyens de fortune" dintr'un rest de pudoare, ferindu-se să spună că s'au găsit oameni politici români care să accepte rolul de agenţi ai serviciului de spionaj britanic. Ar fi vorba de opinie separată în impasul României ? Timpul şi-a luat sarcina să pună într'o lumină dezonorantă toată zisa acţiune patriotică a acestor simpli agenţi.

Extrag un alt fragment din articolul lui Creţeanu : "Comunicarea britanică făcută după conferinţa dela Moscova, informaţiile relative la rezultatele conferinţei dela Teheran, decizia britanică să nu primească pe Stirbei decât la Cairo şi nu la Londra, demonstrau clar că România nu ar fi putut să iasă din războiu decât printr'o înţelegere cu cei trei aliaţi şi nu numai cu cele două puteri occidentale.

"Ceva mai mult, informaţii îngrijorătoare au fost primite din Turcia, a doua zi după conferinţa dela Moscova, privitor la atitudinea Marei Britanii. Eden declarase ministrului de Externe al Turciei, după întâlnirea lor la Cairo în Noembrie 1943, că-şi dădea prea bine seama că Rusii vor ocupa România dacă vor continua înaintarea, dar că puţin interesa care dintre aliaţi va pătrunde în Balcani, deoarece nu avea importanţă decât să sfârşească cât mai repede posibil războiul".

Deci, toate harnicile servicii de spionaj aduse de aşa zişii "patrioţi români" timp de doi ani şi jumătate n'aveau alt rezultat decât această dezinteresare totală a Angliei de soarta României. Memoriile lui Churchill dau cinismului englez o expresie aproape trivială. Avem o consolare : memoriile generalului Anders care redau o altă manifestare respingătoare a cinismului englezesc. Reproduc replica cioclului Europei, Churchill, la o dreaptă plângere a eroicului general polonez : "In Polonia, mişcarea noastră de rezistenţă contra Germanilor era cea mai puternică dintre toate. Soldaţii au luptat pentru Polonia, pentru libertatea ţării noastre. Si azi, noi şefii, ce să le spunem ? Rusia sovietică, aliata fidelă a Germaniei până în 1941, ne smulge acum jumătate din teritoriul nostru şi vrea să stabilească asupra restului Poloniei propria ei autoritate. Din experienţă ştim unde duce această situaţie". Churchill, cu violenţă, îi dădu acest răspuns : "Toată aceasta este din propria voastră greşală. De multă vreme, eu v'am sfătuit să aranjaţi chestia frontierelor cu Rusia sovietică, dându-i teritoriile situate la Est de linia Curzon. Dacă m'aţi fi ascultat, toată afacerea ar fi luat alt aspect. N'am garantat niciodată frontierele orientale ale Poloniei. Noi avem astăzi suficiente trupe şi nu avem nevoe de concursul vostru. Puteţi să vă retrageţi divisiile. Ne putem lipsi de ele".

Bine înţeles, acest ton fusese folosit în ziua de 12 Februarie 1945, când războiul era terminat. Brutalitatea şi cinismul lui Churchill ne scuteşte de orice comentar. Si bietul Maniu fusese convins de banda dela Externe că serviciile de spionaj - acesta este termenul exact - făcute prin postul de radio emiţător lăsat de agenţii englezi în Februarie 1941, îi creiaseră o situaţie privilegiată faţă de Marea Britanie.

Si acum să vorbim de negocierile (inexistente dela Cairo. Al. Creţeanu a fost un funcţionar corect al ministerului de Externe, unanim respectat şi oricât ar fi fost de corupt caracterul lui din cauza legăturilor cu Stirbei - în 1945 a devenit soţul uneia dintre fetele acestuia - a păstrat totuşi un rest din ce forma trăsătura dominantă a caracterului lui : corectitudinea. De aceea s'a simţit obligat să menţioneze negocierile duse la Stockholm de guvernul mareşalului Antonescu. Si cu atât mai importante erau acele negocieri cu cât iniţiativa pornise de la Rusia sovietică, iar persoana care le ducea era faimoasa Kolontay, una dintre figurile de mare prestigiu ale bolşevismului.

Intrebarea este : de ce a mai fost nevoie de negocierile dela Cairo, atunci când guvernul Antonescu începuse o acţiune diplomatică în vederea eşirii din

război ? O explicaţie valabilă ar fi aceasta : opoziţia - adică Maniu, Brătianu, Titel Petrescu şi comunistul Pătrăşcanu - nu avea cunoştinţă de această acţiune diplomatică. Dar Al. Creţeanu înlătură o astfel de scuză, scriind : "Purtătorul de cuvânt român (adică Barbu Stirbey) declarase (la Cairo) că opoziţia democrată avea cunoştinţă de încercările pe care le făcea guvernul Antonescu pentru a stabili un contact cu Aliaţii, într'o sforţare menită să scoată România din război". Dacă guvernul făcea această sforţare, de ce mai era nevoie de negocieri la Cairo ? Ar mai exista poate o scuză : Maniu fusese convins (firește de banda dela Externe care-i exploata ignoranţa şi vanitatea lui senilă) că ducând el negocierile ar fi putut să obţină condiţii infinit mai bune decât ce ar fi obţinut mareşalul Antonescu. Un argument similar fusese folosit de Al. Marghiloman, în Martie 1918, spre a înlătura pe generalul Averescu, care începuse negocierile de armistiţiu la Buftea.

Asupra acestei obiecţii, menite să scuze aberanta misiune a lui Barbu Stirbei, avem depoziţia ca martor a lui Iuliu Maniu în procesul marilor criminali de război. Depoziţia a fost publicată, după notele stenografice, în "Jurnalul de dimineaţă", anul 3, N° 436, Luni 13 Mai 1946. Sub titlul gazetei era indicat : Fondator C. Vişoianu; Director : T. Teodorescu-Branişte.

Ceeace este mai isbitor din textul stenografiat al audienţei este continua fereală a lui Maniu de a mărturisi că în tot timpul războiului fusese ţinut în curent de guvern asupra acţiunei diplomatice pe care acesta o desfăşura. La întrebarea precisă a lui Mihai Antonescu : "Aş vrea să ştiu dacă dl Maniu recunoaşte că după 22 Iunie 1941 a fost continu informat despre acţiunea diplomatică pe care am dus-o ca ministru de Externe în această perioadă şi dacă l-am pus în cunoştinţă cu textele telegramelor şi informaţiilor diplomatice ?", Maniu a încercat să răspundă pieziş.

Martorul Iuliu Maniu : "Intr'adevăr, am fost informat despre anumite tratative politice pe care le ducea cu ambasadorul Statelor Unite la Madrid".

Acuzatul M. Antonescu: Dacă îşi aminteşte dl Maniu, fiindcă este vorba de Madrid, că mi-a propus să trimit pe d-rul Manuilă; care ar fi cunoscut pe ambasadorul american din Madrid, pentru ca să stabilească d-sa această legătură ?

Martorul : Este adevărat.

Acuzatul : Dacă recunoaşte dl Maniu că în această perioadă a obţinut trecerea peste graniţă a unui reprezentant la Cairo care să trateze posibilitatea viitoare a ieşirii României din războiu ?

Martorul : Lucrurile s'au petrecut astfel : de la început am dus o acţiune internaţională foarte intensă pentru a informa lumea din afară, pe de o parte, iar pe de altă parte, pentru a înlesni ieşirea României din război. Un loc de frunte în aceste legături, pe care reuşisem să le realizăm, era Cairo, unde se găsea sediul diplomatic al Naţiunilor Unite. M'am hotărît să-l rog pe Principele Stirbei să meargă la Cairo. Principele Stirbei s'a învoit, cu condiţiunea însă ca eu să-i dau o scrisoare prin care să se constate că dânsul merge în calitate de emisar al meu. Am trimis o telegramă dela generalul Filsen dlui mareşal Antonescu pentru ca să fie informat. Si tot odată l-am rugat printr'o terţă persoană să binevoiască a uşura ieşirea peste graniţă a Principelui Stirbei, dându-i viza de ieşire. Iar mai târziu, având însărcinarea să mai trimit un consilier dlui Stirbei, l' am indicat pe dl Vişoianu, căruia dl mareşal Antonescu deasemenea i-a înlesnit ieşirea din ţară.

Acuzatul : D-le Preşedinte, binevoiţi să întrebaţi pe dl Maniu dacă a primit nu numai concursul pentru plecarea acestor delegaţi, dar dacă recunoaşte că i s'a transmis şi rezultatul tratativelor trimise de Stirbei şi venite prin

Legaţia noastră dela Ankara ?

Martorul : In ceeace priveşte tratativele şi rezultatul n'am primit dela Ministerul de Externe nici o înştiinţare, în schimb am trimis eu dlui ministru unele telegrame ca să fie informat despre ceeace se petrecea, ca nu cumva să fie întrerupte tratativele ce se duceau la Madrid. Era o chestie de loialitate.

Acuzatul : Este un fapt cert, care poate fi stabilit, că Legaţia dela Ankara a transmis condiţiile de armistiţiu venite de la Cairo.

Martorul : Cam la ce dată ?

Acuzatul : Cred că la sfârşitul lui Aprilie sau în Mai 1944 şi că ele purtau mentiunea : pentru dl mareşal Antonescu şi dl Maniu ; că ele au venit prin Ministerul de Externe, prin cifru. Dacă i-am transmis dlui Maniu şi a primit d-sa aceste condiţiuni venite prin Ministerul nostru de Externe ? Probabil le va fi primit dl Maniu şi altfel, fiindcă d-sa avea mijloace de comunicaţie directe, dar eu n'am avut mijloace de comunicaţie directă.

Martorul : Eu cu dl ministru Antonescu n'am fost în legătură directă, aveam prieteni aci care au fost prietenii d-sale, dar corespondenţă directă n'am avut. Eu am avut însă legătura constantă, aproape zilnică, du Cairo, cu dnii Stirbei şi Vişoianu. In urma tratativelor care se duceau, am fost înştiinţat că la 13 Aprilie 1944 s'au stabilit definitiv condiţiile preliminare ale armistiţiului. In urma acestui lucru, am avut plăcerea să-l întâlnesc pe dl ministru de Externe într' un loc neutru şi i-am adus la cunoştinţă că, într'adevăr, s'a făcut un preliminar de armistiţiu (?) cu ambasadorii Angliei, ai Americii şi Rusiei. Am schiţat în linii generale acest preliminar de armistiţiu. N'am avut cunoştinţă şi până în momentul de faţă nici n'am auzit, nu mi-a spus Vişoianu, nu mi-a spus Stirbei, nu mi-au spus că d-lor au reuşit să facă un preliminar de armistiţiu".

Depoziţiile privind negocierile dela Stockholm pun pe Maniu într'o lumină destul de tristă. Işi dăduse seama că după ce guvernul începuse negocierile la Stockholm direct cu Rusia sovietică (armistiţiul se încheie cu armata împotriva căreia se duce lupta) nu mai aveau nici un rost negocierile dela Cairo, de aici încercările lui Maniu de a ocoli, de a răspunde în zig-zag. Avea - cred eu - conştiinţa erorii capitale pe care o săvârşise prin negocierile separate de la Cairo.

Reproduc întrebările şi răspunsurile privitoare la acele negocieri dela Stockholm :

Acuzatul M. Antonescu : Işi aminteşte dl Maniu că nu numai într'o casă neutră, dar chiar la Snagov l-am văzut pe d-sa şi de mai multe ori chiar la cererea d-sale, făcută prin dna sau dl dr Manuilă, şi dacă îşi aminteşte că l-a văzut şi pe dl mareşal Antonescu chiar la mine în cameră ? Recunoaşte că atunci l-am informat că duc tratative directe de armistiţiu cu U.R.S.S. prin Stockholm şi că primesc unele informaţii de la dna Kolontay, care erau de natură optimistă, iar d-sa avea dela Cairo ştiri pesimiste ?

Martorul : Despre tratativele care se duceau la Stockholm prin dna Kolontay nu m'a informat ; eu aveam legăturile mele proprii cu dna Kolontay care era ministrul Rusiei la Stockholm, şi le duceam prin intermediul unui prieten al meu din Bucureşti şi printr'un prieten al nostru din Stockholm. Adevărat este că de preliminarul făcut la Cairo n'am fost mulţumit din două motive. Dl M. Antonescu mi-a spus ce legături are la Stockholm, dar nu m'am interesat mai de-aproape, fiindcă aveam direct informaţiile mele. Este adevărat că aceste convorbiri au fost într'o casă particulară în Bucureşti şi pe urmă la vila din Snagov, la dl mareşal. Nu că nu m'a interesat, dar n'a fost o chestiune specială, nouă pentru mine. Mă interesa tot ce privea acest armistiţiu. Cum să nu mă intereseze ? Mai bine spus, n'am pus prea mare cont pe aceasta, deoarece şi eu aveam legături cu dna Kolontay, printr' un prieten ce îl aveam.

Acuzatul : Dacă m'a sfătuit atunci să las opoziţiei să trateze chiar şi cu Uniunea Sovietică ?

Martorul : Nici odată nu am avut această părere, pentru că ar fi fost prea nemodest din partea mea să cred că ceeace tratez eu este mai important decât ceeace trata guvernul.

Acuzatul : Dacă dl Maniu îşi aminteşte că condiţiile dela Stockholm pe care le-am primit, cuprindeau clauza privitoare la retrocedarea Transilvaniei, în timp ce cele venite dela Cairo nu cuprindeau această clauză ?

Martorul : Vreau să precizez, ca să nu supăr pe nimeni, iar declaraţiile să rămână precise : eu nu am spus că nu am dat nici o însemnătate tratativelor, însă comunicarea d-sale nu era nouă, pentru că o ştiam şi eu mai dinainte.

Acuzatul : Recunoaşte dl Maniu că într'o discuţie pe care a avut-o la Snagov, în camera mea, cu dl mareşal Antonescu, eu fiind de faţă, dl mareşal a declarat că nu poate executa condiţiile armistiţiului, aşa cum le primise dela Moscova şi care cuprindeau clauza Transilvaniei, pe când cele dela Cairo nu le cuprindeau ? Dacă dl mareşal a declarat că nu poate executa condiţiile acestea ale armistiţiului din cauza articolului 1 care prevedea drept clauză expresă întoarcerea armelor în contra Germaniei ? Si d-sa credea că trebue tratat ca să se modifice acest articol, să fie scos acest articol, rămânând angajamentul că, dacă Germania ar opune rezistenţă atunci dl mareşal să întoarcă armele pentru a apăra interesele româneşti ? Dacă cu această ocazie dl Maniu a auzit acest lucru ?

Martorul : Punctul de vedere constant al dlui mareşal a fost şi într'o conversaţie de atunci de la Snagov şi în acelea anterioare pe care le-am avut la d-sa în cameră, că dânsul, ca militar, nu poate să calce un contract pe care l-a încheiat. Deci dânsul, ca general român, nu poate să se întoarcă împotriva acelora alături de care a luptat. Un punct de vedere foarte frumos, dar nu politic. Punctul meu de vedere a fost că nu poate fi oprită naţiunea în calea ei printr'un cuvânt de onoare dat de cineva, fie el chiar prim ministru sau mareşal. Dacă anumite motive personale îl împiedeca pe actualul preşedinte al Consiliului să încheie un act, din punct de vedere moral, atunci este altă soluţie : să dea locul altuia. Dar nu se poate ca un om de Stat să spună : am dus ţara la prăpăd, dar mi-am salvat onoarea. Nu este balanţa dreaptă, să lase locul altuia.

Presedintele :Si la observaţiunea făcută de Dvs. ce vi s'a răspuns ?

Martorul : Că situaţiunea militară este de aşa fel şi Germanii atât de puternici în România încât o încercare de natura aceasta ar duce la sigura înfrângere a României. Aceasta am spus-o nu când v'am văzut în casa Dvs. la Snagov, ci ulterior, când cunoşteam condiţiile de la Moscova.

Acuzatul :Îşi aminteşte dl Maniu că în discuţiile de la Snagov cu dl mareşal, d-sa i-a spus, atunci când era vorba ca eu să tratez şi să solicit modificarea articolului 10 din condiţiile de armistiţiu, în sensul cererii dlui Maniu, de a nu se menţine formal întoarcerea armelor, d-sa a spus că şi d-sa continuă tratativele d-sale şi asupra acestui punct şi asupra altor puncte ?

Martorul : In adevăr, în decursul tratativelor, şi la Cairo ca şi la Stockholm, nu a intervenit această chestiune. Si atunci am intervenit şi la Cairo şi am convenit la Stockholm cu dna Kolontay că aceasta nu era o condiţiune indispensabilă şi că ea să nu fie îndeplinită decât în cazul când armata germană se va opune acţiunei pe care o va întreprinde guvernul care va semna armistiţiul. In adevăr, când s'a pronunţat acţiunea noastră, noi eram în Palatul regal unde s'a prezentat generalul Gestenberg care a cerut ca armata germană să fie lăsată să iasă din ţară. I s'a răspuns : da, dacă promiteţi pe cuvânt de onoare că ieşind din Bucureşti neîmpiedecaţi, nu veţi ataca Bucureştiul. Or, după aceasta am aflat că anumite trupe germane au continuat şi după aceasta marşul în contra Bucureştiului, precum şi bom-

bardamentul, adică s'a întâmplat tocmai contrariul decum ne dăduse cuvântul de onoare generalul Gerstenberg că se va întâmpla. Bine înţeles că atunci nu am mai avut de făcut altceva decât să opunem rezistenţă."

Iuliu Maniu a rostit o frază, penibilă în perspectiva anilor, care au trecut ca o revărsare de blesteme asupra nenorocitului popor român: "dl M. Antonescu mi-a spus ce legături are la Stockholm, dar nu m'am interesat mai de-aproape, fiindcă aveam direct informaţiile mele", adică cele date de Niculescu - din piaţa Buzeşti - care era directorul cifrului. Că Iuliu Maniu avea mijloace proprii ca să se informeze - fără să aştepte ca ministrul de Externe să-l ţină în curent- era cu atât mai bine pentru el, deoarece putea să confrunte informaţiile lui, ca şef al opoziţiei, şi să sprijine acţiunea celuia care reprezenta România. Or, din nefericire, Maniu nu-şi putea învinge vanitatea nici în faţa comandamentului naţional pe care i-l impunea impasul tragic al Tării. La fiecare frază vine insistent, penibil de insistent, acel leit-motiv isvorît dintr'o vanitate deplasată : "eu aveam legăturile mele" şi evident şi cu d-na Kolontay "printr'un prieten ce îl aveam"..Săracele, nevoiaşele legături imaginare ale lui Maniu, se reduceau la braşoavele cu care îl ferecau banda Niculescu (piaţa Buzeşti) şi Rădulescu (de la Pogoane), exploatându-i în mod grosolan vanitatea.

Din toate demersurile guvernului patriotismul lui este evident pe cât era de absent în acţiunea opoziţiei, manevrată de banda capitulardă. Mareşalul Antonescu nu se crampona de putere şi era gata să lase răspunderea negocierilor lui Maniu.

Martorul Iuliu Maniu : Eu am spus ce s'a discutat la Cairo de Stirbei şi Visoianu.

Acuzatul Ion Antonescu : S'au stabilit astăzi datele precise în ceeace priveşte condiţiunile de armistiţiu şi s'a stabilit că - cu dl Maniu direct şi indirect - am discutat această problemă. Rog să binevoiţi să întrebaţi pe dl Maniu dacă s'a întâlnit cu mine la Snagov şi dacă am discutat absolut pe toate feţele această problemă a armistiţiului, precum şi problemele de viitor ale neamului românesc, în cazul primirii condiţiunilor fixate ?

Martorul : Este adevărat. M'am întâlnit cu mareşalul la Snagov, într'o noapte, la locuinţa d-sale şi am discutat mai multe probleme.

Acuzatul Ion Antonescu : Dacă îşi aminteşte dl Maniu că cu această ocazie i-am spus : Domnule Maniu, eu nu pot să primesc aceste condiţiuni, însă nu mă cramponez de conducerea Statului, nu vreau să fiu o piedică pentru binele neamului românesc, bine pe care l'am urmărit. Luaţi conducerea şi acceptaţi aceste condiţiuni, dacă le găsiţi acceptabile. Am rugat în acelaş timp pe dl Maniu să transmită lucrul acesta şi dlui Brătianu Dinu. Aceasta s'a întâmplat pela începutul lunei Aprilie 1944. Si eu am adăogat : vă dau tot concursul militar.

Martorul : Răspund : dacă aş spune că nu mi s'a făcut această propunere, nu ar fi exact, iar dacă aş răspunde că mi s'a făcut şi n'am primit-o, aş putea avea neplăceri politice".

Un astfel de răspuns echivoc la o întrebare precisă, defineşte pentru posteritate pe omul politic Iuliu Maniu. In concluzie, Iuliu Maniu a refuzat să ducă oficial negocierile de armistiţiu, deoarece o asemenea acţiune ar fi zădărnicit planul inspiratorilor lui Maniu ; pe cale normală, Grigore Niculescu (piaţa Buzeşti) nu ar fi putut face saltul realizat prin lovitura de Stat din 23 August 1944.

Deci, s'au dus paralel două negocieri : una a guvernului, direct cu Rusia prin ambasadoarea din Stockholm, şi alta a opoziţiei de tip front popular (asociaţia partidelor : liberal, naţional-ţărănist, socialist-democrat şi comunist). Pâ-

nă în prezent, nici unul dintre capitularzi nu ne-a lămurit de ce a fost nevoie de două negocieri, când se urmărea acelaş obiectiv : un acord de armistiţiu. Este elementar că poziţia României ar fi fost întărită dacă s'ar fi prezentat guvernul şi opoziţia ca un tot, în cursul negocierilor din Stockholm, singurile valabile, deoarece se duceau cu Rusia ale cărei armete înaintau spre frontiera României.

De altfel, posturile de radio, americane şi engleze, ne sfătuiau să ne înţelegem direct cu Rusia.

Iuliu Maniu a slăbit poziţia României ! Dar să trecem peste această tristă constatare şi să confruntăm rezultatele negocierilor dela Stockolm, întrerupte prin lovitura de Stat făcută de rege, şi negocierile duse la Cairo. Lovitura de Stat era necesară ca să se împiedece semnarea armistiţiului la Stockholm de către guvernul mareşalului Antonescu. Regele a trecut la fapte, împins de triumviratul: Ctârcea - Niculescu - Rădulescu.

Reproduc din articolul lui Al. Creţeanu, relatare pe care nu o poate respinge niciun capitulard, fiind făcută de unul dintre colaboratorii operaţiei de sabotare a negocierilor guvernului Antonescu. Tin să reamintesc că Al. Creţeanu fusese numit ministrul României la Ankara în August 1943, luându-şi postul în primire la începutul lui Septembrie, iar numirea se făcuse la cererea lui Iuliu Maniu. "Pe de altă parte, noul guvern transmitea lui Stirbei şi Vişoianu un mesaj prin care li se dădea depline puteri ca să semneze armistiţiul imediat, pe baza propoziţiunilor sovietice din 12 Aprilie. In acelaş timp, prin mesaj li se dădeau instrucţiuni să obţină ca termenul propoziţiilor de armistiţiu să fie complectaţi cu trei clauze suplimentare, pe care guvernul sovietic consimţise să le acorde lui Antonescu, în timpul negocierilor din Stockholm, şi care aveau cuprinsul următor :

"1) Guvernul român va acorda armatei germane un termen de 15 zile pentru a părăsi România. Numai în caz de refuz al Germanilor, armata română va lupta cu Uniunea Sovietică şi ceilalţi aliaţi pentru isgonirea Germanilor din România.

2) Cu ocazia stabilirii valorii reparaţiilor, se va ţine seama de situaţia economică grea a României.

3) Guvernul român va fi stăpân pe o zonă liberă în cazul când vor fi necesare operaţii militare spre a goni pe Germani din România. Nicio trupă sovietică nu va putea pătrunde în acea zonă".

"In ziua de 26 August, Novikov comunica plenipotenţiarilor români că guvernul său era de acord cu cele trei clauze. Prima din condiţiile acceptate la Stockholm devenise, între timp, fără valoare, deoarece trupele germane atacaseră unităţile româneşti şi încercaseră să pună stăpânire pe Bucureşti. In acelaş timp, ambasadorul sovietic comunica că semnarea armistiţiului va avea loc la Moscova. Cu toate că confirma că propunerile din 12 Aprilie erau pe deplin valabile, guvernul sovietic a făcut totul ca să întârzie cât mai mult semnarea armistiţiului, în scopul de a termina în acest timp ocuparea României" ("La Nation Roumaine" din 13 Ianuarie 1952).

După cum se poate constata, condiţiile dela Stockholm, dispreţuite de Iuliu Maniu - aşa cum îl sfătuise banda - şi cerute, apoi, de regisorii loviturii de Stat ca să fie menţionate în acordul de armistiţiu - acord care nu existase în momentul când regele îl anunţa la radio - nu au mai fost luate în seamă de Kremlin. La Cairo nu se semnase nimic înainte de 23 August ; armistiţiul a fost semnat de-abia la 12 Septembrie 1944, la Moscova, deci după 20 de zile dela lovitura de Stat, şi după ce întreaga ţară fusese ocupată de trupele ruseşti, fiind doar o formă juridică a capitulării fără condiţii.

Intrebarea acuzatoare rămâne : de ce Iuliu Maniu - singurul om politic care avea autoritatea politică să dea o greutate politică frontului popular constituit şi prezidat de el - a sabotat negocierile dela Stockholm ? De ce Iuliu Maniu şi-a dat consimţământul la lovitura de Stat, care devenise inutilă din momentul în care mareşalul Antonescu îi oferise şefia guvernului în Aprilie 1944, ca el să ducă la bun sfârşit negocierile du Rusia ? Lovitura de Stat era inutilă prin chiar faptul că la Stockholm guvernul român negocia cu Rusia şi condiţiile erau cunoscute de Iuliu Maniu.

O singură justificare ar fi avut negocierile separate dela Cairo : să fie câştigate condiţii mai bune pentru România. Or, la Cairo, în realitate, nu s'a negociat, ci pur şi simplu se înregistrau telegramele disperate pe care le trimitea preşedintele frontului popular (liberali, naţional-ţărănişti, socialisti-democraţi şi comunişti), Iuliu Maniu, telegrame rămase fără răspuns. Cu toate încercările depuse de capitularzi de a escamota întrebarea, ea rămâne acuzatoare în dosarul Răspunderilor, în afară de cazul când, după ce România va deveni din nou un Stat liber, toţi Românii vor fi în aşa hal de îndobitocire încât vor accepta, behăind de admiraţie, mitul Maniu, mitul eliberării ţării de către trupele ruseşti (eliberate de povara libertăţii), şi toate miturile gângave sau negângave. Se găsesc proşti în exil, dar în ţară opresiunea a ascuţit inteligenţa nativă a Românilor.

Revin la mărturia lui Al. Creţeanu, unul dintre colaboratorii aventurii din Cairo, ginerile lui Barbu Stirbei, deci cumnat cu celălalt ginere Grigore Niculescu (din piaţa Buzeşti), membru în zisul comitet naţional la data când publica în revista americană "Journal of Central European Affairs" articolul privitor la negocierile dela Cairo. Al Creţeanu descinde din familia Câmpineanu ; i-a rămas, se pare, ceva din corectitudinea, din patriotismul Câmpinenilor dacă a putut să redea aşa de corect efectele imediate ale capitulării. Citez :

"In acelaş timp, cu toată încetarea virtuală a ostilităţilor în România şi făgăduielilor sovietice repetate, armata roşie capturase şi tratase ca prizonieri de război pe toţi soldaţii şi ofiţerii români care nu se grăbiseră să se retragă. Cea mai mare parte a trupelor pe care o capturase astfel armata roţie, a fost trimisă în interiorul Uniunii sovietice. Toată flota română a fost forţată să se predea, în urma unui ultimatum sovietic adresat în mod brutal în ziua de 28 August, adică cinci zile după terminarea ostilităţilor.

"Convenţia de armistiţiu a fost, în fine, semnată la 12 Septembrie 1944, adică la aproape trei săptămâni după ce ostilităţile încetaseră în mod efectiv. Condiţiile convenţiei erau cu mult mai defavorabile decât cele promise şi acceptate la Cairo. (Este o minciună de circumstanţă, deoarece la Cairo nu s'a promis şi nu s'a acceptat nici o condiţie, dovada o avem în Memoriul având titlul "La Roumanie devant la conférence de paix", pag. 19, memoriu redactat de : Gr. Niculescu-Buzeşti, Vişoianu, Gr. Gafencu şi Al. Creţeanu). Este adevărat că suma reparaţiilor nu era peste măsură de mare : trei sute de milioane de dolari, plătiţi în şase ani. Dar întreţinerea trupelor sovietice era în sarcina României - ceeace nu fusese niciodată prevăzut în timpul negocierilor din Cairo. S'a văzut îndată că Sovietele înţelegeau să ia nouă piei dela ţară prin aplicarea necinstită a acestei noui clauze, cerând imperios sume astronomice, care întreceau cu mult suma fixată pentru reparaţii.

"N'a mai fost vorba de "zona liberă" promisă. Convenţia de armistiţiu prevedea, în contradicţie complectă cu spiritul şi litera propunerilor din Cairo, stabilirea unui control sovietic total asupra tuturor mijloacelor de exprimare : presă şi publicaţie, radio, teatru şi cinematograf.

"Două detalii erau semnificative în mod special şi arătau cât de departe autoritatea guvernelor american şi englez se prăbuşise faţă de autoritatea aliatului lor : nu se putea evita să nu se refere, în convenţia de armistiţiu, la Inaltul Comandament aliat. Cu toate acestea, ca să-şi îngăduie mai uşor Rusii să interpreteze convenţia conform scopurilor şi intereselor lor, s'a ajuns la un fel de exprimare care era lipsită de orice sens logic şi gramatical : "Inaltul comandament aliat (sovietic)".

Pe de altă parte, cu toate că guvernele din Londra şi Washington fuseseră reprezentate la şedinţele de redactare a convenţiei, prin ambasadorii lor la Moscova, semnăturile acestora nu au figurat la sfârşitul textului, deoarece mareşalul Malinovski a semnat convenţia de armistiţiu, nu numai în numele guvernului lui propriu, ci şi în numele guvernelor englez şi american.

"Molotov s'a arătat sub adevăratul lui aspect în timpul cât au durat ultimele discuţii la Moscova. Nu a lăsat să treacă nicio ocazie ca să nu insulte şi să închidă gura delegaţilor români, ori de câte ori aceştia încercau să apere drepturile ţării lor, după cum aceste drepturi fuseseră în mod formal recunoscute la Cairo". (?!).

Atunci când Molotov îi trata ca pe slugi nemernice, el nu făcea decât să le sancţioneze crima de înaltă trădare, crima de a fi smuls arma din mâna soldatului român. Pentru împrospătarea evenimentelor din ziua criminalei lovituri de Stat, redau după "Jurnalul de Dimineaţă" al lui C. Vişoianu, declaraţiile lui Iuliu Maniu, privitoare la "Ce s'a întâmplat la 23 August 1944".

Acuzatul M. Antonescu : Noi la 23 August 1944, dl mareşal şi cu mine, eram în saffe-ul dela palatul regal, când dl Maniu era la Palat şi trata. De aceea noi nu ştim ce au făcut d-lor cu Germanii. V'aş ruga însă, domnule preşedinte, să întrebaţi pe dl Maniu dacă s'au primit, fie din partea aliaţilor, fie prin tratativele d-sale, fie din partea d-nei Kolontay, modificarea formală a condiţiunii de întoarcerea armelor în contra Germaniei, până în ultimul moment ? Căci aceasta este afirmaţia d-sale şi ar fi un lucru foarte grav, căci acesta a fost temeiul moral al dlui mareşal Antonescu ca militar, care a spus, în calitate de soldat, că nu poate să întoarcă armele în contra unui fost aliat, dar că vroia să scoată ţara din războiu : şi numai dacă va fi atacat, atunci va răspunde.

Martorul : Noi cu Stockholm nu am avut legături oficiale, aşa cum am fost cu Cairo, unde discuta Stirbei cu cei doi ambasadori.

Acuzatul M. Antonescu : Dacă îşi aminteşte dl Maniu că în dimineaţa de 23 August 1944 a trimis la Snagov pe dl G. Brătianu şi care a fost misiunea dlui G. Brătianu şi rolul dlui mareşal Antonescu ?

Martorul : Este adevărat că am cerut audienţă dlui mareşal Antonescu încă din 22 August şi m'am prezentat cu dl Mihalache. Am arătat că noi credem a fi complectamente greşit dacă nu ieşim imediat din Axă şi nu facem armistiţiul. Dl mareşal Antonescu a fost de altă părere.

Preşedintele : Care a fost această părere ?

Martorul : Că nu putem încheia armistiţiul.

Acuzatul Ion Antonescu : Nici nu eram în Bucureşti. Eram pe front.

Acuzatul Mihai Antonescu : Dl mareşal era în Bucureşti, dar numai dl Mihalache a fost.

Acuzatul Ion Antonescu : Vă rog să precizaţi când : dimineaţa ?

Martorul : Aceasta nu pot preciza. Amănuntele acestea, în avalanşa evenimentelor din ceas în ceas ....

Acuzatul Ion Antonescu : Am venit la orele 5 de pe front.

Martorul : Veţi stabili cu dl Mihalache. Am fost cu d-lui.

Acuzatul Ion Antonescu : Dl Mihalache a fost.
Martorul: In dimineaţa următoare l'am rugat pe dl G. Brătianu, care avea acces mai uşor la dl mareşal Antonescu, să meargă din nou şi să-l convingă să facă armistiţiu, fiindcă noi toţi, fără excepţie, îi stăm în ajutor. Toată puterea noastră politică şi socială i-o punem la dispoziţie.
Presedintele : Ce aţi înţeles Dvs. prin noi toţi ?
Martorul : Mandatul dlui Brătianu de a oferi sprijin politic era în numele şi pentru partidele naţional-ţărănesc şi naţional-liberal. In dimineaţa de 23 August l-am rugat pe dl G. Brătianu să treacă să viziteze pe dl mareşal Antonescu şi să facă din nou această declaraţie, comunicându-mi rezultatul. Dl G. Brătianu a venit şi mi-a comunicat că l'a găsit pe dl mareşal într'o dispoziţie mai bună pentru încheierea armistiţiului. Am căpătat astfel speranţa că se va putea ajunge la armistiţiu. Stirea am comunicat-o palatului şi s'a hotărît, în urma acestui fapt, audienţa dlui mareşal la palat în după amiaza zilei, mi se pare la orele 5. Ce s'a întâmplat în acea audienţă, nu ştiu, fiindcă n'am fost de faţă şi nici la palat nu m'am dus în acea seară. M'am dus la palat numai după ce am auzit ce s'a întâmplat şi după ce am fost informat că trupele germane revin pre Bucureşti.
Presedintele : Când ?
Martorul : La 24 August 1944.
Presedintele : Stiţi ce s'a întâmplat în noaptea de 23 August, după audienţă ?
Martorul : Nu ştiu. Dar am primit informaţiuni prin oamenii dela palat că n'a reuşit înţelegerea între M.S. Regele şi mareşalul Antonescu. N'am avut nici o cunoştinţă asupra desfăşurării evenimentelor până a doua zi dimineaţa, în zori, când a venit la mine dl Aurel Leucuţia şi mi-a comunicat ce s'a întâmplat, că era informat că armata germană venea spre Bucureşti şi că palatul era bombardat. Atunci, împreună cu dl Leucuţia m'am dus imediat la palat ca să văd ce este de făcut. Palatul era sub explozia bombelor germane. Constatând aceste lucruri şi constatând că armata germană se apropie în marş spre Bucureşti, am vorbit cu dl general Sănătescu, care în timpul nopţii fusese numit preşedinte de Consiliu, şi după o înţelegere realizată cu generalul Sănătescu, am cerut să vină trupele române şi să se îndrepte spre trupele germane, socotind că prin acea acţiune generalul Gerstenberg îşi călcase angajamentul. Prin aceasta am început ofensiva noastră împotriva armatei germane, prin desţresurarea Bucureştiului.
Presedintele : La 22 August 1944 seara, acţiunea Dvs. era de a determina pe dl Ion Antonescu să încheie armistiţiul. Erau ultimele condiţiuni primite ?
Martorul : Nu erau condiţiuni oficiale,exacte, care ar fi putut sta la baza unei acţiuni de Stat. In al doilea rând, credeam că dl ministru Mihai Antonescu este cel puţin tot atât de bine informat ca şi mine de ceeace se petrece acolo.
Acuzatul Mihai Antonescu : Dacă îşi aduce aminte dl Maniu ce a discutat cu dl mareşal Antonescu la 22 August 1944, când a venit seara ?
Martorul : Am discutat mai multe chestiuni, între altele şi chestiunea armistiţiului şi a raporturilor de forţe dintre noi şi Germania, în ipoteza că ar avea loc o lovitură de Stat. Dl Mihalache a fost de faţă atunci şi dumnealui va putea să spună ca şi mine cum a decurs această conversaţie. Eu nu pot să comunic amănuntele, întrucât atunci ne aflam într'o avalanşă de ştiri şi de evenimente. Dată fiind această situaţie, care era atunci foarte presantă, nu aş putea să iau asupra conştiinţei mele o eventuală reproducere a unei conversaţii.

Tin să afirm că, în ceeace priveşte armistiţiul, dl mareşal Antonescu a fost foarte binevoitor şi dacă d-lui nu a înţeles oamenii în chestiunea armistiţiului, cauza ar fi putut fi că d-sa nu a avut încredere în reuşita armistiţiului.

Acuzatul Mihai Antonescu : Dl Maniu a afirmat că la 23 August 1944 a intrat în guvernul constituit atunci, după arestarea dlui mareşal Antonescu şi în dimineaţa acelei zile, ca şi în ajun, îi ceruse dlui mareşal să încheie dânsul armistiţiul, ca fiind în interesul ţării. Prin urmare, d-sa pe de o parte afirma că nu a aflat ce a determinat arestarea dlui mareşal Antonescu decât prin oamenii dela palat. Cum poate explica dl Maniu - fiindcă aceasta este problema care priveşte şi răspunderea dlui mareşal Antonescu, nefiind numai o problemă morală - cum poate să explice dl Maniu cu conştiinţa şi răspunderea sa de bătrân om politic că, acceptând la 23 August 1944 intrarea sa în guvernul constituit atunci, nu a crezut potrivit să afle motivele şi condiţiunile în care dl mareşal Antonescu a fost arestat şi să cunoască măcar factorul esenţial al arestării ?

Martorul : Este puţină confuzie de date. Dv. spuneţi că am fost numit ministru la 23 August. Este inexact. Am intrat în guvern la 24 August după întâmplarea dela palat, deci nu aveam posibilitatea să ştiu ce s'a întâmplat la palat, nici nu puteam avea răspunderea celor petrecute.

Acuzatul Mihai Antonescu : Este o chestiune de ore şi atunci menţin întrebarea pentru 24 August.

Martorul : Am fost ministru în ziua de 24 August, aşa că nu am avut calitatea de a mă interesa asupra evenimentelor din ziua de 23 August, în care a fost cuprinsă şi noua situaţie a dlui mareşal Antonescu. Obligaţiunea de a mă interesa este incontestabil că o aveam şi că am satisfăcut această obligaţiune, dar eu aci sunt ascultat ca martor şi trebue să răspund asupra lucrurilor pe care le ştiu, pe care le-am trăit şi nu asupra acelora pe care le-am auzit.

Acuzatul Mihai Antonescu : Exista o răspundere a guvernării înaintea începerii războiului, în timpul purtării războiului şi după încetarea războiului. Faptul dela 23 August nu este un fapt întâmplător. In această zi a încetat războiul, prin urmare în dimineaţa lui 23 August i s'a cerut dlui mareşal Antonescu, prin dnii Maniu şi Brătianu, să semneze armistiţiul. Deci la 23 August dl Maniu socotea că dl mareşal Antonescu nu numai că nu purta răspunderea pentru alte acte, dar că era cel mai potrivit, cel mai îndreptăţit şi cel mai în stare să încheie armistiţiul. Dacă la 23 August i s'a cerut dlui mareşal Antonescu să încheie armistiţiul, iar la 24 August dl Maniu a intrat în guvern, nu s'a interesat d-sa de loc asupra condiţiunilor în care dl mareşal Antonescu a fost arestat ? D-sa spune că nu a aflat aceasta decât prin oamenii dela palat. Crede dl Maniu că mareşalul Antonescu, cu trecutul lui în ţară, cu poziţia pe care o avea chiar la 23 August când dl Maniu îi oferea să semneze armistiţiul, putea să fie arestat oricum, ori când şi în orice fel de împrejurări şi nu era potrivit, fiind vorba de o răspundere atât de gravă, care angaja tot ceeace se petrecea iar mareşalul să se afle astăzi în boxa acuzaţilor, - nu crede dl Maniu, cu trecutul său şi cu experienţa pe care o are, că era potrivit atunci să se intereseze, mai cu seamă că fusese şi prieten cu dl mareşal Antonescu, şi să vadă pentru ce era arestat mareşalul ? A fost indicat să semneze armistiţiul sau nu a fost indicat ?

Martorul : De sigur, pentru că era datoria mea, însă persoana care ar fi putut să-mi dea informaţiuni autentice ar fi fost M.S. Regele. Or, M.S. Regele, în dimineaţa când am sosit la palat, plecase. Incât eu nu am avut onoarea să vorbesc cu M.S. Regele până după ce s'a întors. Cred că măsura plecării M. Sale dela palat a fost necesară, din cauza bombelor germane şi generalul Sănătescu

nu putea admite ca Regele să rămână în palat sub această ploaie de bombe.
Presedintele : Când aţi revăzut pe M.S. Regele ?
Martorul :N'aş putea să spun exact, dar s'au scurs mai multe zile.
Acuzatul Mihai Antonescu : N'a întrebat dl Iuliu Maniu nici pe dl general Sănătescu, care era preşedintele consiliului de miniştri, ca să cunoască împrejurările în care a fost arestat dl mareşal Antonescu ? Înţeleg să pun această întrebare, fiindcă din afirmaţiile dlui Maniu pare că d-sa nu a avut nici o cunoştinţă despre arestarea dlui mareşal Antonescu şi că deci, azi s'ar desolidariza, de vreme ce nu-i aparţine.
Martorul : Sigur că am întrebat şi prin faptul că ulterior am primit să fiu ministru în guvern, am arătat că nu m'am desolidarizat de această procedură."

Citind şi recitind declaraţiile lui Iuliu Maniu făcute cu ocazia procesului mareşal Antonescu, orice om de bun simţ îşi va pune întrebarea acuzatoare : pentru ce a fost nevoie de lovitura de Stat cu criminalele ei consecinţi ? De ce a fost nevoie de arestarea mareşalului Ion Antonescu în chiar palatul regal, operaţie condusă de fostul dezertor din armata română, devenit agent rus, Bodnăraş ? Am încercat să găsesc o explicaţie cât de cât valabilă, şi cu cât cercetez noui documente cu atât reese mai clară crima săvârşită la 23 August 1944.

In "La Nation Roumaine" cu data de 15 Ianuarie 1953 (caut să folosesc cât mai multe documente publicate de capitularzi, spre a nu fi contestate) s'a publicat sub titlul "La dernière entrevue Hitler-Antonesco - Destruction d'une légende", răspunsul mareşalului Guderian, care în cartea sa "Panzer leader" afirmase că în ultima întrevedere cu Hitler, mareşalul Antonescu declarase că era neclintit în hotărîrea lui de a se apăra pe linia Focşani-Nămăloasa-Galaţi. Pentru a dovedi că acea afirmaţie nu corespundea adevărului, "La Nation Roumaine" (publicaţia capitularzilor) a publicat o dare de seamă pe care mareşalul a dictat-o după întoarcerea la Bucureşti.

"In ziua de 4 August 1944, am avut o conversaţie care a durat 5 ore şi jumătate cu Führer-ul, la cartierul lui general (Wolfschanze) în Prusia Orientală. Deoarece fusesem invitat de Germani, programul vizitei a fost fixat de către ei şi discuţiile au fost conduse de Führer. Acesta a examinat cele trei chestiuni esenţiale, şi anume :

- atentatul ;
- situaţia armatei germane pe frontul de răsărit, pierderile ei, posibilităţile materiale de a le înlocui, armele noui pe care crede că le va pune în acţiune una după alta pe toate fronturile ca să câştige războiul ;
- atitudinea viitoare a României.

"In ce priveşte primul punct reiese din rezumatul lui Antonescu că Hitler a atacat cu violenţă aristocraţia şi vechea clasă diriguitoare germană, anunţând măsuri de represiune barbare. Antonescu orbservă, vorbind de programul radical "de epurare" al armatei anunţat de Hitler, că acesta va ajunge la rezultate contrarii celor urmărite. De altă parte, Antonescu observă că afirmaţia lui Hitler că dezastrul armatei din centrul frontului rusesc era datorită trădării unora dintre şefii ei, nu poate corespunde cu totul adevărului. El adăugă : "Sunt sigur că cei care vor studia mai târziu aceste evenimente vor găsi şi alte cauze ale dezastrului".

"In ceeace priveşte al doilea punct, Antonescu se limitează în a face un rezumat al asigurărilor optimiste ale lui Hitler. Dar este al treilea punct cel mai important şi este mai bine să reproducem pasajul aşa cum s'a exprimat mareşalul Antonescu".

Obiectul real al convocării

"După ce a terminat, cu o bogăţie de exemple şi argumente, expozeul său cu privire la posibilităţile actuale şi viitoare ale armatei germane, Führer-ul m'a privit drept în ochi şi mi-a spus, într'un fel cu totul nepotrivit şi nefolosit în raporturile dintre şefii de Stat, că scopul întrevederii noastre era problema viitoarelor raporturi între Germania şi România. Vroia să ştie imediat dacă România, şi în special şeful ei, mareşalul Antonescu, erau decişi să urmeze Germania până la sfârşit.

"M'a surprins cu totul această întrebare, pe care mi-o punea desigur într' un mod calculat, după ce-mi arătase măsurile teribile ce se luaseră în Germania, mergând până la exterminarea de ofiţeri şi familiile lor, pentru că nu fuseseră de acord cu metodele comendamentului politic şi militar al Statului. Am încercat să câştig timp ca să mă gândesc la răspunsul meu şi am început prin a exprima Führer-ului părerea de rău asupra atentatului, părerea mea în privinţa situaţiei din Răsărit, a pericolelor pentru România ivite pe acest front şi greutăţilor pe care trebuie să le învingă în urma bombardamentelor aeriene inamice.

"Am revenit, după aceea, la chestiunea principală pentru care fusesem convocat, aşa cum îmi dădusem seama în ultimul moment. Am declarat în mod categoric şi fără cea mai mică ezitare că nu puteam răspunde la această întrebare, fiind luat prin surprindere şi că eram de părere ca ea să fie soluţionată pe cale diplomatică. Am adăogat că nu puteam răspunde într'un fel sau altul înainte ca să fi primit şi eu răspuns la întrebările prealabile următoare :

1) Doresc să ştiu care sunt intenţiile Germaniei în privinţa luptei din partea de Sud a frontului oriental, care interesează România. Dacă trupele germane nu pot menţine această porţiune a frontului cel puţin pe linia actuală, România nu se poate angaja să meargă la o distrugere totală alături de Germania.

"Am amintit că Germania se angajase să apere frontierele României şi că dl von Ribbentrop declarase de curând că linia de apărare a Germaniei se găseşte pe Nistru. Führer-ul răspunzându-mi categoric că este decis să păstreze acest front, i-am replicat că, fără să vreau a pune la îndoială o afirmaţie aşa de precisă, era de datoria mea de a-i aminti că în toamna lui 1943 îmi făcuse unele declaraţii tot atât de formale în privinţa operaţiei pe care trebuia s'o execute plecând dela capul de pod Nicopol, ca să stabilească legătura cu Crimeea şi să pună capăt încercuirii trupelor găsite acolo. In Martie 1944, îmi declarase în mod formal că va începe ofensiva în Iunie pentru cucerirea Ucrainei. Amintind acestea, am adăogat că nici una din aceste două operaţii nu au fost începute şi că credeam că aceasta nu era rezultatul unei schimbări de atitudine din partea sa, ci din causa imposibilităţii în care se găsea ca să dea urmare intenţiilor lui.

"Am declarat, ca încheiere, că de data aceasta, ca şi în cea trecută, nu puneam la îndoială bunele intenţii ale Führer-ului de a menţine frontul actual în Moldova şi Basarabia, dar am adăogat că în calitatea mea de militar, având experienţă, ştiam că nu putem să ne bizuim numai pe ceeace vrem. Totul este în funcţie de posibilităţi şi mai ales de voinţa inamicului şi că noi nu putem ignora că Ruşii dovediseră, cel puţin până în prezent, că dispuneau de o mare superioritate de forţe, de mijloace tehnice şi de manevră.

"Führer-ul a ezitat să afirme că va menţine dreapta frontului pe poziţia actuală.

"2) Trecând la a doua mea întrebare, am spus că, din luna Aprilie, România era supusă bombardamentelor masive, mai ales de aviaţia americană. Am arătat că aceste bombardamente se succed săptămână după săptămână, că pricinuiesc pierderi foarte mari rafinăriilor noastre, căilor ferate, fabricilor, oraşelor şi ne costă numeroase vieţi omeneşti. România este complect dezarmată în faţa acestei acţiuni

inamice deoarece nu are destulă artilerie anti-aeriană decât pentru Ploeşti şi a pierdut, în urma luptelor aeriene, precum şi din cauza inferiorităţii numerice şi tehnice, aproape toate avioanele care existau în Aprilie. Germania nu a reuşit să înlocuiască nici pierderile unităţilor româneşti nici cele ale aviaţiei de vânătoare germane. Am arătat că pierderile noastre se cifrează la sute de miliarde şi că, dacă continuăm astfel, frontul nostru nu va mai putea fi aprovizionat, pentru că materialul de reparaţiuni al căilor ferate fiind sfârşit şi cum nu mai primim altul, vom avea din ce în ce mai puţine locomotive şi vagoane în stare de serviciu.

"Am încheiat spunând că dacă Germania nu ne dă posibilitatea să ne apărăm, România nu poate să-şi păstreze poziţia la infinit, deoarece ar duce-o la o catastrofă totală.

"Führer-ul nu mi-a dat nici o asigurare că ar putea să mă pună în situaţia de a face faţă bombardamentelor inamice în condiţii acceptabile. A afirmat, cu această ocazie, că aviaţia germană luase un drum greşit în urma sfaturilor rele date de doi aşi, Udet şi Molders, şi că fabricase două tipuri de avioane complect neisbutite, unul de vânătoare şi altul de bombardament, ceeace a dus la pierderea superiorităţii aeriene.

"Mi-a amintit că în 1914-1918, de asemenea, superioritatea aeriană trecuse de la o tabără la cealaltă. Este sigur că perioada de criză a trecut şi că va putea face faţă situaţiei în acest domeniu (fără să afirme, totuşi, că Germanii vor relua superioritatea). Dar că el nu va prăpădi avioanele în curs de fabricare şi nu le va întrebuinţa decât în anumite sectoare, pe care nu le-a numit. Cu alte cuvinte, n'a dat nici un răspuns întrebărei mele a doua prealabilă.

"3) Intrebarea mea a treia prealabilă a fost următoarea : i-am spus că România se găseşte astăzi într'o situaţie mult mai grea decât era înainte, ca urmare a acţiunei Turciei. Desvoltând aceasta, i-am arătat că Turcia poate deschide Strâmtorile, astfel ca vapoarele de războiu italiene, cedate de către Anglo-Americani Uniunei Sovietice, să treacă în Marea Neagră, ceeace ar răsturna echilibrul şi ar face posibile debarcările masive pe coasta românească. Am afirmat că România nu este în stare să se apere în bune condiţii. O altă consecinţă a intrării Turciei în tabăra aliată este posibilitatea de a pune la dispoziţia Anglo-Americanilor bazele aeriene deja pregătite. Bombardarea teritoriului românesc ar avea loc în fiecare zi sau chiar de mai multe ori pe zi. Intr'un asemenea caz, România ar evolua în mod vertiginos spre catastrofă.

"Führer-ul mi-a spus că nu credea că Turcia ar deschide Strâmtorile şi că ar ceda bazele aeriene. A evitat să-mi spună în ce fel ne-ar putea ajuta dacă s'ar produce o astfel de eventualitate".

"In urmarea rezumatului, Antonescu menţionează o enervare crescândă la Hitler şi o discuţie fără şir în privinţa atitudinei Ungariei şi Bulgariei, urmată de învinuiri reciproce privitor la relaţiile economice între Germania şi România/

"Ultima frază a dărei de seamă e următoarea :

"Ora fiind înaintată, m'am despărţit de Führer după o discuţie de cinci ore şi jumătate, fără să fi dat un răspuns - negativ sau pozitiv - întrebărei lui intempestive".

"După care urmează o

"NOTA : Eram să spun, dar m'am reţinut, în privinţa rupturei între Germania şi România : "Un popor nu poate niciodată să se angajeze orbeşte alături de un alt popor, când acesta duce o acţiune politică şi militară greşită. Cine poate spune că Germania nu va face din nou aceleaşi greşeli ? Eu nu pot sacrifica poporul meu dacă asemenea greşeli sunt săvârşite".

*

Nu mai este un secret că mareşalul Antonescu avea în vedere o rezistenţă eventuală pe linia Focşani - Nămoloasa-Galaţi, vechea linie de fortificaţie construită după 1883, când România a aderat la Tripla Alianţă. Era linia de apărare împotriva unui atac venit din partea Rusiei. In 1938, regele Carol, preocupat de nesiguranţa pe care o reprezenta Rusia Sovietică, a dispus reorganizarea liniei de fortificaţie Focşani-Nămoloasa-Galaţi şi adaptarea ei noilor condiţii de luptă. De-alungul liniei de fortificaţii îngustă de 75 km., sistemul nou de cazemate asigurau rezistenţa contra tankurilor, făcând posibilă ţinerea în loc a celor mai vijelioase atacuri ruseşti, timp de cel puţin trei-patru luni. In concepţia mareşalului Antonescu această linie de rezistenţă trebuia să joace un rol important în negicierile dela Stockholm, ştiind că Inaltul comandament rusesc se temea de o întârziere în înaintării blindatelor odată ce iarna ar fi troenit Carpaţii. Iarna începe în Carpaţi din luna Noembrie şi mareşalul cunoştea, din primul război mondial, groaza Ruşilor de Carpaţi.

Documentul publicat în "La Nation Roumaine" explică adevăratul sens al ritmului calm în care se duceau negocierile dela Stockholm ; Rusia ar fi cedat în măsura voinţii guvernului român de a reziste şi de a nu accepta capitularea fără condiţii. Aşa se explică obţinerea celor trei puncte la Stockholm, refuzate la Moscova. In momentul în care, prin lovitura de Stat, se înceta unilateral lupta, Rusia nu se mai vedea obligată să facă vre'o concesie, cu atât mai mult cu cât Frontul Popular, prezidat de Iuliu Maniu, susţinea pe rege ca acesta să deschidă porţile cetăţii ; nimeni nu plăteşte ceeace i se oferă gratuit !

Nu înţeleg de ce s'a simţit obligat zisul organ al consiliului partidelor politice româneşti, adică "La Nation Roumaine", să publice acest compte-rendu al ultimei întrevederi între mareşalul Antonescu şi Hitler. Citindu-l nu găsesc răspunsul la aceeaşi întrebare : de ce a fost necesară lovitura de Stat, când şeful guvernului nu se socotea legat ideologic de Germania şi judeca lucid situaţia militară a forţelor germane la începutul lui August 1944 ? Mai ales că urmărea încheierea unui armistiţiu real cu Rusia.

In loc să valorifice eşirea României din război, ceeace însemna suprimarea unui obstacol, Carpaţii, regisorii loviturii de Stat au deschis larg drumul spre câmpia Ungariei, scurtând războiul cu un an. Si în timp ce diviziile româneşti combăteau forţele germane spre a înlesni forţelor ruseşti să ajungă în Germania, în oraşe, în sate, Ruşii jefuiau, violau, ucideau. Era marele dar pe care îl făceau eroii capitulării odată cu lovitura de Stat.

In perspectiva celor 17 ani, când distanţa în timp ne înlesneşte o judecată mai exactă, având la dispoziţie şi toate datele necesare, constatăm că în centrul actului politic dela 23 August 1944 este - fără discuţie - Iuliu Maniu. Era singurul om politic cu autoritate, spre care se îndreptau privirile îngrijorate ale ţării. Găsesc inutil să mai analizez valoarea şi conţinutul acestei autorităţi, spre a arăta în ce măsură legenda care se formase în jurul lui Maniu corespundea valorii lui politice reale ; istoricul va sublinia faptul : în 1944, Iuliu Maniu era o autoritate politică. Dinu Brătianu purta doar un nume istoric ; inteligenţă redusă şi un început de ramolisment. Titel Petrescu era cunoscut şi iubit în cercurile restrânse ale muncitorilor, ignorat de restul ţării. Acesta poseda o frumoasă inteligenţă şi mai ales o mare delicateţă sufletească, dar îi lipsea acea energie concentrată în voinţa capabilă să-şi facă drum prin potrivnicia evenimentelor. Am păstrat contactul cu el în cursul războiului, iar în ultimele zece luni care au precedat capitularea ne vedeam foarte des. Lucrătorii imprimeriei "Curentul" erau mai toţi socialişti-democraţi, un număr foarte mic erau comunişti.

Ceeace m'a surprins a fost faptul că Titel Petrescu era mai puţin informat

de ce gândea Maniu decât eram eu prin Ghiţă Pop şi Bosca Mălin, redactor la "Curentul". Titel Petrescu urmărea cu un deosebit interes negocierile dela Stockholm şi aprecia negocierile dela Cairo ca o greşală politică, cu posibile grave consecinţi. "Maniu vrea să asigure România prin Statele Unite şi Marea Britanie contra Rusiei Sovietice - spunea Titel Petrescu. El vrea să evite contactul direct cu Rusii, ceeace va deştepta bănuiala lor. Nu vor atribui dorinţei lui Maniu de a asigura ţara, decât intenţia de a face din România un post înaintat al Anglo-Americanilor. Imi este tare teamă că Rusia va vedea după războiul dus de Antonescu o continuare, sub alte forme, a politicei anti-ruseşti". Era unul dintre foarte puţinii oameni politici care încerca să vadă clar în contradicţia celor două negocieri Stockholm şi Cairo, căutând să descopere riscurile şi avantajele.

Regele, în toată această aventură, era un tânăr complect nepregătit şi continuu aţâţat de anturajul lui contra mareşalului. Chiar Arthur Gould Lee, apologetul lui Mihai şi al mamei sale "principesa Elena de Grecia şi Danemarca", nu a putut ascunde trista realitate : "un tânăr neformat şi fără experienţă". La pag. 17 în "Coroana contra Secerii" scrie :

> "Nepregătirea regelui pentru datoriile lui, era consecinţa anilor de viaţă anormală şi educaţiei insuficiente de care era răspunzător numai un om : regele Carol"

Urmează o serie de elogii aduse principesei de Grecia, mama lui Mihai, care fusese crescută în atmosfera austeră dela curtea Greciei unde "mama ei severă şi sensibilă, regina Sofia" - sora Kaiserului Wilhelm al II-lea -"a îndrumat familia pe calea loialităţii".

In continuare, Arthur Gould Lee, scrie :

> "Chiar din punctul de vedere al educaţiei rezultatele nu au fost bune, deoarece, ca oricare alt băiat în asemenea circumstanţe, Prinţul (Mihai) a lucrat numai în ceeace i-a plăcut, de exemplu mecanica şi ingineria (exagerat spus, pentru că ingineria presupune o prealabilă pregătire în matematici, cere o concentrare studioasă, ceeace nu este cazul, ţin să precizez eu). Aceste inclinaţii n'au fost astfel canalizate ca să-i fi putut deschide interesul de studiu, ca să-i folosească în viitor. Dar, cu toate că regina Elena aspira să-i oţelească caracterul, nu a isbutit, din lipsa unei educaţii apropriate. Desvoltarea minţii şi culturii a fost greşit îndrumată, inteligenţa şi energia lui lăsate să alunece spre activităţi fără importanţă (în englezeşte "trivial"). Nu a reuşit nimic, în afară de a conduce un automobil saa a ţine o puşcă. Precoce în unele, dar de o ignoranţa prăpăstioasă într'altele".

In toate evenimentele care au precedat 23 August 1944, în cursul loviturii de Stat şi ulterior, regele a executat ceeace îi cerea anturajul. Mama lui judeca evenimentele nu în funcţie de situaţia României, ci din punctul de vedere al Greciei. Nici un moment nu s'a identificat cu interesele ţării peste care domnea fiul ei, nici un moment nu a iubit poporul român ; s'a simţit străină şi, mocnit, ostilă poporului care a înconjurat-o cu o respectuoasă simpatie. Nu avea nici inteligenţa politică şi nici pregătirea necesară ca să fi putut exercita util discretul tutorat. Principesa Elena ura - este una din capacităţile acestei femei, ura tăcută, tenace - pe mareşalul Antonescu şi o exaspera prostiile doamnei Antonescu, o femee simpluţă, exploatată de anturajul ei în cap cu abjecta Veturia Goga. Imi amintesc de scandalul pe care l-a provocat la palat faptul că soţia mareşalului semnase numai Maria în loc de Maria Antonescu. Or, mama regelui a dat acestor fleacuri o importanţă exagerată, alimentându-şi pornirea de ură. Elena a căpătat psihologia unei femei înşelate în aşteptările ei. S'a căsătorit cu prinţul Carol, moştenitorul tronului, ca să devie regină, şi n'a fost. Nu a avut nici

o inclinare sentimentală pentru Carol, căsătorindu-se contra voinţei ei, conform ordinului reginei Sofia. Spera o compensaţie pentru sacrificiul făcut, să ajungă a fi regină.

Când în Septembrie 1940, Mihai a fost proclamat rege, crezuse că va putea să-şi satisfacă vechea ei aspiraţie, adică să conducă ţara în numele fiului ei. Mareşalul Antonescu o lipsise de această împlinire a vechei ei dorinţi. Avem explicaţia atitudinei mamei lui Mihai.

Să analizăm şi anturajul regelui : Stârcea un pederast (fostul rege Mihai este un om normal) şi ca toţi pederaştii insinuant, intrigant. De o inteligenţă redusă şi în afară de "Corydon" al lui André Gide, nu cred să-şi fi ostenit mintea cu alte lecturi. Or, acest individ era instrumentul celui care regisa totul, Grigore Niculescu (din piaţa Buzeşti).

Ceeace zăpăceşte pe oricine ar vrea să emită o judecată dreaptă asupra evenimentelor care au precedat acel trădător desnodământ, 23 August, este neverosimilul rol al lui Iuliu Maniu, care apare ca principalul vinovat. Poate fi pus în discuţie patriotismul lui Iuliu Maniu ? Nici cel mai înverşunat adversar (în afară de oamenii Moscovei) nu-i poate contesta dragostea lui de ţară. Apoi, întreaga structură sufletească a lui era dominată de o prudenţă permanent bănuitoare. Fiecare cuvânt, fiecare gest, fiecare mişcare, erau îndelung cumpănite. Este curios cum în anii 1943-1944 aceste trăsături ale caracterului lui Iuliu Maniu au suferit o gravă alterare. Meritul lui Grigore Niculescu (din piaţa Buzeşti) este de a fi descoperit că sub aspectul exterior de excesivă modestie, manifestată în toate împrejurările, se ascundea o imensă vanitate. Cum spunea La Bruyère : "Există o falsă modestie care este vanitate, o falsă glorie care este uşurinţă, o falsă grandoare care este minciună, o falsă virtute care este ipocrizie, o falsă înţelepciune care este prefăcătorie". Iuliu Maniu avea acea"falsă modestie" care acoperea imensa lui vanitate.

Când m'am întors dela Lisabona, în Ianuarie 1944, l-am întâlnit pe Iuliu Maniu în casa lui Mihai Popovici. Adusesem o comunicare din partea colonelului Kowalevski, fost ataşat militar al Poloniei la Bucureşti, iar în timpul războiului unul dintre cei mai importanţi factori ai serviciului de informaţie englez şi american în Europa. Colonelul Kowalevski mă rugase să comunic, cu consimţământul mareşalului, şi lui Iuliu Maniu conţinutul notei informative. Imi amintesc vorbele mareşalului : "Fără îndoială, este bine să fie informat şi Maniu". M'a isbit siguranţa de sine în care se observa o atitudine oarecum dispreţuitoare, în timp ce mă asculta. Ingrijorarea aproape dramatică a colonelului Kowalevski era determinată de rezultatul conferinţei de la Teheran. Maniu mă asculta cu atenţia lui obişnuită, dar simţeam că nu dădea nici o importanţă celor comunicate. Pe buze îi flutura un zâmbet de superioritate, neobişnuit la Maniu. La sfârşit, Maniu a căutat să-mi liniştească temerile, făcându-mi o lungă şi anostă expunere asupra luptei dintre democraţie şi totalitarism, despre forţa electorală a partidului naţional ţărănist şi inexistenţa partidului comunist. A încheiat expunerea cu aceste cuvinte : "Fii liniştit. Nimic nu se schimbă în Europa dominată de Hitler fără ca, în prealabil, să fiu consultat de preşedintele Roosevelt şi de dl Churchill".

Era atâta siguranţă în privirile lui, în toată expresia feţii, că mi-a clătinat tot ceeace-mi spusese colonelul Kowalevski. După ce s'a produs catastrofa loviturii de Stat urmată de capitulare, mi-am dat seama că Iuliu Maniu fusese drogat cu informaţii tendenţioase, ca să sprijine politica aberantă a negocierilor de la Cairo, negocieri care au slăbit poziţia României în negocierile duse de guvernul mareşalului Ion Antonescu la Stockholm.

Pe Grigore Nivulescu (din piaţa Buzeşti) nu l-am cunoscut personal ; prin Mai 1944, cineva mi-a arătat, într'un restaurant, un individ chel, cu înfăţişarea

de funcţionar de percepţie, spunându-mi : acesta este Grigore Niculescu, de la Externe. Iar în 1947, la Palma, directorul ziarului local mi-a dat un articol semnat Gr. Niculescu-Buzeşti în care regisorul capitulării făcea un elogiu regelui Mihai. Articolul era de o jalnică nulitate, întrecea în banalitate chiar articolele semnate de C. Vişoianu. Ambiţios fără îndoială, de o ambiţie patologică, gata de orice ca să-şi facă drum spre culmea puterii ; în 1938 fusese ataşat de Legaţie la Helsinki unde întreţinea relaţii de strânsă prietenie - nu de natură erotică - cu o funcţionară de la Legaţia Rusiei sovietice. Cel mai bun poliţist pe care l-am avut, Moruzov, specialist în supravegherea spionajului comunist, a prezentat regelui Carol al II-lea un raport din care reeşea o legitimă suspiciune asupra activităţii lui Gr. Niculescu-la Helsinki. Regele a dat ordin ca ataşatul de legaţie să fie destituit. L-a salvat Grigore Gafencu - care era ministru de externe - şi Al. Creţeanu, secretar general al ministerului ; funcţionarul suspectat a fost trimis la Geneva. De neînţeles !

Revenit în centrală sub Mihai Antonescu, Gr. Niculescu este numit directorul Cifrului şi i se încredinţează legătura cu regele. Avea la îndemână tot ce-i trebuia ca să înceapă mârşava lui conspiraţie. Iuliu Maniu şi fostul rege Mihai au fost folosiţi ca două puncte de sprijin pentru a ţese pânza de sinistru păianjen. Maniu a fost convins, prin exaltarea vanităţii, că el va fi marea certitudine de mâine pentru Roosevelt şi Churchill. Senila vanitate a şefului Frontului Popular (blocul liberal, naţional-ţărănist, socialist democrat şi comunist) a fost aşa de bogat alimentată încât în 1944, după dezastru, Iuliu Maniu a trimis pe Bâzu Cantacuzino cu o scrisoare adresată lui Churchill la Londra. Silit să aterizeze la Roma, generalul Alexandre i-a luat scrisoarea şi a expediat pe aviatorul român la Bucureşti, fără să-i fi dat un rând explicativ pentru Maniu. Bietul bătrân, abia atunci a început să se desmeticească, dându-şi seama că fusese amăgit, că i se asigurase o falsă proecţie asupra importanţei lui Politice în Europa.

Regelui, intrigantul îi şoptea : "Sunteţi unciul salvator al ţării" (afirmaţie făcută de Arthur Gould Lee), iar Stârcea îi repeta acest refren, spre a excita pe tânărul "de o ignoranţă prăpăstioasă".

Posed o scrisoare cu data de 8 Iulie 1944, adresată de Mihai Antonescu ministrului României la Madrid, pe care nu i-am înmânat-o deoarece am sosit în capitala Spaniei abia la 16 Februarie 1945, fiind reţinut în Germania în urma unui denunţ al bandei capitularde că mă duc la Lisabona să semnez armistiţiul. Citez din această scrisoare : "D-sa vă va transmite o seamă de informaţii, odată cu mâhnirea mea profundă că zelul politicianist al unor tineri, care nu-şi pot justifica prezumţiozitatea cu talentul lor, a putut să mă lipsească de posibilitatea de a servi ţara la vreme, temeinic şi fără a oferi spectacolul degradator al incoherenţelor mobilizate de sconturile viitorului ; de altfel, la vreme, voi da unor agenţi electorali - rătăciţi în diplomaţie - rostul care li se cuvine pentru sconturile făcute".

Era prea târziu când Mihai Antonescu şi-a dat seama de operaţia Grigore Niculescu (din piaţa Buzeşti), Rădulescu (dela Pogoane, judeţul Buzău) şi Stârcea (pederastul), triumviratul pregătitor al loviturii de Stat şi al capitulării.

Reconstituind originile tragediei de azi a României, dosarul pentru viitorul acuzator public este complect. Să nu-şi închipuie vre-unul dintre responsabili că liberarea ţării nu va veni şi că vor scăpa de judecata răspunderilor. Nu există crimă fără pedeapsă !

Si pedeapsa va veni !

PAMFIL SEICARU

---

23 AUGUST 1961

Ca şi Bulgariei, şi României tot ocupate, Uniunea Sovietică protectoare şi stăpână le-a pus la dispoziţie câteva fuzee anti-aeriene, pentru a fi arătate atât sclavilor cât şi reprezentanţilor statelor străine, cu prilejul aşa ziselor sărbători de "eliberare", sărbători devenite, din ordin, "naţionale".

Pentrucă ziua de 23 August, zi fericită pentru Moscova şi acoliţii ei, a devenit "sărbătoare naţională". Ziua aceasta ce voieşte să înlocuiască în mintea oamenilor din România ocupată ziua de 10 Mai, simbolizează, în realitate, starea de sclavie în care se găseşte Patria şi locuitorii ei, spre deosebire de ziua de 10 Mai, ce a simbolizat eliberarea şi independenţa de sub dominaţia turcească, dominaţie delicată şi romantică faţă de aceea exercitată de Ivani şi de slugile lor dela Bucureşti.

La 23 August 1961 deci, 17 ani dela ocuparea României, căreia Molotov în numele guvernului sovietic i-a adresat în Aprilie 1944 un discurs în care a spus că Rusia sovietică nu are intenţia să se amestece în treburile interne ale ţării şi nici să schimbe structura ei, s'a serbat la Bucureşti nu ceeace guvernul sovietic, prin Molotov, a oferit României, ci ceeace i-au impus ocupanţii, graţie prezenţei armatei roşii pe pământul ei, graţie carenţei comisiilor anglo-americane ce acţionau din ordinul guvernelor lor, guverne ce plătesc astăzi această carenţă, adică o România ocupată în care milioanele de oameni reprezentând zeci de miliarde de ore de lucru, robotesc pentru gloria şi viaţa imperiului colonialist şi imperialist, reprezentat de clica dela Moscova.

*

Astfel, primul vechil al Moscovei, pre nume Ghiţă Gheorghiu-Dej, bombardat şef de stat şi secretar al partidului bolşevic din România ocupată, pentru ca să poată executa mai sigur şi mai rapid toate ordinele venite dela Moscova sau inventate de el şi de oamenii lui şi supuse aprobării Moscovei, a spus cu acest trist prilej :

"...Forţele de producţie ale ţării au crescut continuu, relaţiile socialiste s-au lărgit şi s-au consolidat în toate ramurile economiei naţionale, clasele exploatatoare au fost lichidate (şi înlocuite - spunem noi - de către un singur exploatator mastodont, Rusia sovietică N.R.), punîndu-se capăt pentru totdeauna exploatării omului de către om (această afirmaţie este adevărată : exploatarea omului de către om a fost înlocuită prin exploatatea poporului de către clica comunistă moscovită N.R.)."

*

Continuând laudele, simbriaşul dela foaia imundă "Glasul (trădătorilor) Patriei" scrie, citând din discursul "bărbatului de stat" Dej, următoarele :

"Planul producţiei globale industriale pe anul trecut (1960 N.R.) a fost realizat în proporţie de 104 %". (Producţie din care se înfruptă în primul rând Rusia sovietică, ce la rândul ei exploatează republicele "suroti" trimiţându-le din producţia românească luată fie de pomană fie la preţuri ridicole, lipsind astfel populaţia românească de ceeace-i trebuie N.R.).

Ceeace este aplicabil şi agriculturii unde "vorbitorul" spune că s'a obţinut colectivizarea (zice el, însclăvirea, spunem noi N.R.) în proporţie de 68 %. Cifra aceasta deşi, aparent, impozantă, maschează, în realitate, eşecul întreprinderii comuniste. Dacă ţinem seama că au trecut 17 ani dela ocuparea ţării ; dacă ţinem seama că în cele 68 %, de care este Ghiţă Dej atât de mândru faţă de cei ce nu cunosc adevărata situaţie şi faţă de bieţii oameni din România chemaţi la serbare - şi fericiţi să se ducă, pentru a scăpa un moment de trista înlănţuire din uzine, birouri, ogoare şi şcoli - sunt socotite şi imensele domenii aparţinând statului,

domenii în care, asemeni sovkhozurilor, funcţionari agricoli lucrează şi falsifică statisticele, aşa precum recunoaştea Hruşciov că se întâmplă şi în Rusia, ne dăm seama că acest procent nu reprezintă decât 35 %. Ceeace dovedeşte, aşa precum am spus mai sus, că ţăranul român resistă şi că colectivizarea este un eşec. Stim precis că Moscova, ce nu ignorează acest lucru, a cerut socoteală procuriştilor ei din România, ameninţându-i că lucrurile trebuiesc îndreptate, altfel vor plăti cu capul lor netrebnicia.

*

Pe acelaş plan şi în aceeaşi ordine de idei, Ghiţă-Dej - după cum scrie "Glasul (trădătorilor) Patriei" - a mai spus :

"Viticultura şi pomicultura ţării noastre se desvoltă într'un ritm rapid, furnizând produse de bună calitate şi în cantităţi sporite pentru consumul intern" (consum intern înseamnă la evisticlele cu cele mai alese vinuri aflate pe mesele slugilor mai importante ale Moscovei, ale slugilor dela Securitate, dela serviciile de spionaj, dela ambasadele republicilor "surori" şi altele N.R.)"şi pentru export". (Export înseamnă incasarea devizelor de către Banca de Stat sovietică şi darea în schimb, atunci când se va da ceva în schimb, a unor produse ruseşti inferioare la preţuri ridicate şi sticlele de vin ales pe mesele procuriştilor sovietici dela Pankow, Praga, Sofia, Tirana - când Enver Hodja nu era încă răzvrătit - Belgrad poate, Budapesta şi a asociaţilor lor dela Peking, Havana, Djakarta, etc. N.R.).

*

Laudele pe care le-a mai evocat procuristul comunist dela Bucureşti privesc şi alte sectoare. Progresele privind scoala se referă la pregătirea unui număr cât mai mare de sclavi, fiecare după posibilităţile lui intelectuale, pregătirea lor înseamnă o exploatare metodică după date ştiinţifice până la stoarcere, până la epuizare a celor pe care vorbitorul i-a indicat sub denumirea de "...muncitorii, ţăranii, oamenii de cultură din ţara noastră" (ce criminală minciună N.R.), în realitate sclavi moderni după tipul ideii de colonizare pusă la punct de către Rusia colonialistă pentru albii din Europa, şi pregătită pentru un viitor apropiat, în vederea aceloraşi realizări, în Africa, America Centrală şi de Sud, Asia etc. (în tovărăşie cu China roşie N.R.).

Pentru acest scop se vor construi "cămine studenţeşti cu 11.000 locuri, numeroase scoli şi săli de cursuri noi. Invăţământul este deplin gratuit...".(Momeală ce atrage şi impune omului să-şi trimeată copii la şcoală, învăţământul fiind de altfel obligatoriu N.R.).

Tot ce se face în România ocupată servă pentru ca poporul să fie cât mai adânc exploatat ; ceeace se scoate de pe urma acestei exploatări ce întrece de zece ori ceeace se restituie oamenilor pentru munca lor, serveşte la înarmarea coloniilor sovietice, la ajutorarea republicilor surori, la ghiftuirea boierilor de la Moscova şi a logofăţilor dela Bucureşti, la propagandă şi altele asemenea.

"Reducarea impozitelor pe salarii" cu care se laudă vorbittorul, este în fond o escrocherie de care ne-am ocupat altă dată în coloanele acestei reviste. Ceeace s'a redus din impozite, se află adăogat în preţul de cost al produsului, în afară de beneficii, şi fiecare om din ţara ocupată consumând ceva (o gheată sau un pahar de apă măcar N.R.) plăteşte impozit. Cât priveşte de concedii, odihnă, staţiuni balneare, sanatorii (mai ales sanatorii deşi acestea seamănă din punct de vedere ţinută mai mult cu cazărmile N.R.) unde trebuiesc îngrijiţi masele de oameni epuizaţi de muncă şi exploatare, ca să poată relua munca de fiecare zi, etc. etc., toate acestea sunt de asemenea făcute pentru a ridica potenţialul de muncă al sclavului român, exploatat de Moscova şi acoliţii lui.

*

Serbarea populară ce s'a desfăşurat ulterior, după parada militară în care au fost încadrate şi fuzeele anti-aeriene, fuzee ce desigur au fost luate în primire, după paradă, de sovieticii aflaţi în România ocupată, dar care au fost împrumutate pentru a arăta sclavilor că sunt bine înarmaţi iar ataşaţilor militari străini că în caz de război coloniile vor participa şi ele cu arme moderne puse la dispoziţie de către statul major al Rusiei sovietice, a fost marcată de "tumultuoasă revărsare de veselie şi entuziasm popular" - cum spun tovarăşele Therese Kreutzer şi Cille Wisamer, delegate austriace ; de "veselia şi satisfacţia de pe feţele oamenilor pentru viaţa şi înfăptuirile lor" - cum spune tovarăşul Giovanni Albanese din Italia ; sau după cum spune Nora Rodd, secretara congresului femeilor canadiene, organizaţie ce după nume miroase a organizaţie comunistă, "că în ochii şi pe feţele oamenilor, în lozincile pe care le aclamau, în florile pe care le agitau, în cîntecile şi dansurile cu care-şi însoţesc demonstraţia, se vede că ei sprijină din toată inima politica partidului şi a guvernului (admiraţi aici, vă rugăm, turnura de frază specific comunistă, ceeace confirmă ideea noastră despre organizaţia canadiană pe care această tovarăşe o reprezinta N.R.), că sînt mulţumiţi de viaţa şi realizările lor".

*

Da, toate acestea sunt foarte frumoase. Toţi aceşti tovarăşi şi tovarăşe venite din toate colţurile lumii pe spinarea poporului român, îmbăiate, mâncate, coafate, echipate şi pline de cadouri tot din munca sclavilor români, nu puteau spune altceva decât ceeace li s'a dictat. Lumea liberă ca şi cei înfeodaţi comunismului din inocenţă, uşurinţă, interes sau prostie, trebuie să ştie că sclavii din România se bucură ori de câte ori pot scăpa din iadul muncii impuse. Adevăratele lor sentimente, cele ce nu pot fi încă exteriorizate dar care au fost confirmate de un alt tineret, în altă parte şi în altă vreme, şi anume în Octombrie 1956 în Ungaria, când tineretul maghiar a tras în asupritori, vor fi aflate la momentul oportun. Dacă Moscova şi Bucureştiul le ignoră, ceeace nu credem, le vor afla curând, curând. Până atunci chiolhanul continuă atât pentru cei de la Bucureşti cât şi pentru unii din alte locuri ale lumii....

Vornicul Bila.

STIRI DIN EXIL

Citim în "BULETINUL ASOCIATIEI ROMANILOR LIBERI" din Argentina :

Asociaţiunea noastră a luat hotărîrea de a publica în fiecare lună o notă de informaţii cu privire la : a) Situaţia actuală din România aşa cum rezultă din declaraţiile martorilor oculari, în special ale acelora care vin în Argentina ; b) Activitatea culturală şi politică a emigranţilor români din Argentina şi restul lumii şi c) Problemele de tot felul care preocupă pe exilaţii Români, aşa cum rezultă din publicaţii şi scrisori.

Colonia noastră din Argentina - ca şi celelalte grupuri de Români aflaţi în Brazilia, Chili, Peru, Venezuela, Noua Zelandă şi alte ţări decât Statele Unite, Europa şi Orientul Apropiat - nu sunt totdeauna suficient de informate de ce se întâmplă în lumea largă, în legătură cu destinele româneşti, şi Buletinul nostru va căuta, pe cât se poate, a da informaţiile de care Românii simt nevoia.

In revista "Curierul românesc" editată de dl Constantin Arsene, publicaţie care apare la Paris în fiecare două săptămâni, dl Pamfil Seicaru continuă serioasele sale studii şi polemici care i-au fixat de mult locul de frunte în lungul şir al publiciştilor români. Talentul său, pus fără nicio rezervă în slujba iubirii de patrie, libertate şi adevăr, fixează pentru totdeauna în articolele sale speranţele şi durerile care agită simţirile neamului românesc.

Aceste studii sunt, pe de o parte, sinteza unei atitudini ce merită a fi luată ca model şi, pe de altă parte, documente istorice ale modului în care emigraţia românească şi-a îndeplinit îndatoririle sale faţă de patrie.

In Almanachul Curierului Românesc, dl Pamfil Seicaru publică ample studii asupra rolului social al Bisericii şi biografiile lui Panait Istrati şi Constantin Mille. Aceste monografii sunt în realitate pagini inedite din istoria naţională, căci ele se referă la evenimente care au influenţat formarea noastră socială şi culturală şi despre care nu mai avem decât slabe amintiri.

In ediţiile Curierului Românesc din 10 Februarie şi 1 Martie ac., într'un studiu intitulat: "Din dramele exilului", dl Seicaru analizează cazul Noica-Cioran.

Problemele relative la folosirea limbii româneşti în expresiile de creaţie ale cărturarilor noştri din exil cum şi caracterele culturii şi acţiunii sovietice, sunt cercetate de dl Seicaru cu o pătrundere egală cu talentul său.

Menţionăm activitatea pe care o desfăşoară în Argentina domnii : Preot Ion Dan, Profesor la Seminarul Metropolitan El Salvador şi la Universitatea Catolică Santa Maria din Buenos Aires, Oreste Popescu, Dimitrie Găzdaru, C. Anghelescu şi Zaharia Popovici, Profesori la Universităţile din Buenos-Aires şi La Plata, N. Horodniceanu, profesor la Universitatea din San Juan, Ion Constantinescu, Directorul Conservatorului din Tucuman, C. Stancescu, Stan Popescu şi C. Dimitriu, Profesori la Universitatea Catolică din Buenos Aires, Lascar Saveanu, Florin Manoliu şi Remus Tetu, Profesori la Universitatea dub Bahia Blanca, şi Mihai Popescu, Profesor la Universitatea din Corrientes.

Preoţii Ion Dan şi Anchidem Uşeriu au realizat prin conferinţele lor o bună propagandă pentru cauza liberării patriei noastre, ca şi dnii Alex. Stelescu şi Stefan Baciu (domiciliat la Rio de Janeiro) ce au publicat în ziarele din Buenos Aires numeroase articole arătând grava situaţie din România.

Dnii Mircea Ghitea şi N. Milcoveanu, după examenele date cu succes, şi-au echivalat studiile de medici. Dl Mardare Popinciuc şi d.[illegible] Petterfi şi-au echivalat diplomele de avocaţi la Universitatea din La Plata.

Delegaţii Asociaţiei Românilor Liberi au ţinut conferinţe asupra comunismului şi ocupării României de către Rusia Sovietică la Cercul Don Orione, la Universitatea Catolică, la Institutul Santa Rosa, la Federaţia Partidelor de Centru şi la Centrul Lucrătorilor Catolici Santa José din Buenos Aires.

Dl Stan Ionescu a fost ales în Comitetul de direcţie al Institutului de apărare juridică a Occidentului, format din avocaţii anticomunişti din Baroul de Buenos-Aires şi M.A.C.E.C. (Mişcarea Argentina contra Comunismului), organizaţie colectivă la care au aderat până în prezent 2.000 de delegaţi ai asociaţiilor anticomuniste din Argentina.

Dl Dimi Carabulea a publicat o serie de interesante studii sociale anti-comuniste în excelenta revistă din Chile : "Estudios sobre el Comunismo".

Dl Stan Popescu editează o revistă de Psihologie aplicată în problemele industriale ale muncii. D-sa va pleca la finele lunii August ac.la Congresul Internaţional de Psihologie din Copenhaga, ca delegat oficial argentinian, unde va prezenta originale studii.

Dna Tiana Popa a ţinut în Buenos Aires, în cursul lunii Iulie 1961, o serie de cursuri pentru universitarii din Cordoba asupra Incunabulelor (cărţi vechi publivate anterior anului 1500), cum şi asupra manuscriselor şi ştiinţa bibliografică.